

CONSEIL COMMUNAL DU 26 OCTOBRE 2017  
GEMEENTERAAD VAN 26 OKTOBER 2017

REGISTRE

REGISTER

<b>Présents</b>	Georges Pollet, <i>Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Pierre Muylle, <i>Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester</i> ; Ali Ince, Christian Beoziere, Jeanine Joannes-Wouters, Eliane Lepoivre-Daels, Fatiha Saidi, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Joseph Corten, Ingrid Haelvoet, Marc Bondu, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Belma Tek, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyran Kaplan, Housini Chairi (vanaf punt 17 / à partir du point 17), Latifa Benallal, Nicole Lepage, Guy Evraert (vanaf punt 2 / à partir du point 2) , <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Yolande Kaulen, <i>Secrétaire communal f.f./Wvd. Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Rachid Chikhi, Margriet Hubrechts, Mohamed Kheddoumi, Laurent
<b>Verontschuldigd</b>	Ali Chaftar, Martine Empain, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Katrien Debeuckelaere, <i>Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's</i> ; Dirk Borremans, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .

Ouverture de la séance à 19:30

Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le Conseil communal observe une minute de silence en mémoire de monsieur Emile Libert, ex-conseiller communal, décédé.

De Gemeenteraad neemt één minuut stilte in acht ter nagedachtenis van de heer Emile Libert, voormalig gemeenteraadslid, overleden.

Monsieur G. Pollet, Président, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout d'un point complémentaire à l'ordre du jour, à savoir:

- Prise d'acte de la réponse du Parquet du 06.10.2017 et convocation de M.C.L. en vue de son audition dans le cadre du dossier disciplinaire initié à son encontre.

Tous les membres présents marquent leur accord, à savoir, mesdames et messieurs: Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Tek, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Cornu, Kaplan, Benallal, Lepage.

De heer G. Pollet, Voorzitter, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord van de gemeenteraad voor de toevoeging van één bijkomend punt aan de agenda, te weten:

- Akteneming van het antwoord van het Parket van 06.10.2017 en oproeping van M.C.L. met het oog op de auditie in het kader van het disciplinair dossier gestart te zijnen laste.

Alle aanwezige leden gaan akkoord, te weten, de dames en heren: Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Tek, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Cornu, Kaplan, Benallal, Lepage.

## **SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT**

26.10.2017/A/0001 **Démission de Monsieur Laurent Ali Chaftar, en qualité de conseiller communal.**  
**Prise d'acte.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le courriel reçu le 1<sup>er</sup> août 2017 de Monsieur Laurent Ali Chaftar, domicilié à 1140 Evere, Rue Ed. Dekoster, 64 bte 17, par laquelle il présente sa démission en tant que conseiller communal;

Vu son déménagement effectif constaté vers la commune d'Uccle;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 22 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE :**

### **Article 1 :**

De prendre acte du courriel reçu le 1<sup>er</sup> août 2017 de Monsieur Laurent Ali Chaftar, domicilié précédemment à 1140 Evere, Rue Ed. Dekoster, 64 bte 17, 24/2, et actuellement à Uccle, par laquelle il présente sa démission en tant que conseiller communal.

### **Article 2 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Ontslag van de Heer Laurent Ali Chaftar, in hoedanigheid van gemeenteraadslid.**  
**Akteneming.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de e-mail ontvangen dd. 1 augustus 2017 van de Heer Laurent Ali Chaftar, wonende te 1140 Evere, Ed. Dekosterstraat, 64 bus 17, waarin hij zijn ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid;

Gelet op zijn effectieve verhuis vastgesteld naar de gemeente Ukkel;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Akte te nemen van de e-mail ontvangen dd. 1 augustus 2017 van de Heer Laurent Ali Chaftar, wonende voorheen te 1140 Evere, Ed. Dekosterstraat, 64 bus 17, en thans te Ukkel, waarin hij zijn ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid.

**Artikel 2 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

*Guy Evraert entre en séance / treedt in zitting.*

26.10.2017/A/0002 **Vérification des pouvoirs. Prestation de serment et installation de Monsieur Evraert Guy, 6<sup>ième</sup> suppléant de la liste 5, en qualité de conseiller communal, en remplacement de Monsieur Chaftar Laurent, démissionnaire.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Considérant que Monsieur Chaftar Laurent Ali, a présenté sa démission en qualité de conseiller communal;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

Considérant que Monsieur Cesar Luc, 5<sup>ième</sup> suppléant de la liste 5, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, n'est plus domicilié à Evere;

Considérant que Monsieur Evraert Guy, 6<sup>ième</sup> suppléant de la liste 5, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, vient le premier en ordre utile;

Vu le rapport sur l'éligibilité et l'absence d'incompatibilité concernant Monsieur Evraert Guy;

Considérant que, jusqu'à ce jour Monsieur Evraert Guy, n'a pas cessé de remplir les conditions d'éligibilité déterminées par l'article 65 de la loi électorale communale à savoir :

- être électeur et conserver les conditions de l'électorat visées à l'article 1<sup>er</sup> par. 1<sup>er</sup> ;

- 1° être belge;
- 2° être âgé de dix-huit ans accomplis;
- 3° être inscrit au registre de population de la commune;
- 4° ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par le Code électoral.

ou à l'article 1<sup>er</sup> bis, par. 1<sup>er</sup> :

Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour la commune les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions de l'électorat visées à l'article 1er, par. 1er, et qui ont manifesté, conformément au par. 2 du présent article, leur volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique. Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les ressortissants non belges de l'Union européenne qui font l'objet d'une mention dans les registres de population sont censés satisfaire à la condition visée au 3° de l'article 1<sup>er</sup>, par. 1<sup>er</sup>.

- ne sont pas éligibles :

- 1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;
- 2° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;
- 3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux art. 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation;
- 4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par la racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;
- 5° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° sont ou ont été administrateurs d'une association condamnée même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Considérant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité du chef de parenté ou de l'exercice de fonctions prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Considérant, par conséquent, que rien ne s'oppose à ce que les pouvoirs de Monsieur Evraert Guy, soient validés et à ce que ce conseiller suppléant soit admis à prêter le serment prescrit par l'article 80 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

Les pouvoirs de Monsieur Evraert Guy, né à Evere le 6 novembre 1942, domicilié à

1140 Evere, rue Saint-Vincent, 100 bte 4, en qualité de conseiller communal, sont validés.

Monsieur Evraert Guy, est admis à prêter le serment prescrit.

Ce serment est prêté immédiatement en français par le nouveau conseiller en séance publique du conseil et entre les mains de M. le Bourgmestre f.f. dans les termes suivants :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge ».

En conséquence Monsieur Evraert est déclaré installé dans ses fonctions de conseiller communal effectif en remplacement de Monsieur Chaftar Laurent Ali, démissionnaire.

Il est inscrit au tableau de préséance sous le n° 33, après Madame Lepage Nicole.

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Nazicht van de geloofsbrieven. Eedaflegging en aanstelling van de Heer Evraert Guy, 6de plaatsvervanger van de lijst nr 5, in hoedanigheid van gemeenteraadslid ter vervanging van de Heer Chaftar Laurent, ontslagnemend.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de Heer Chaftar Laurent Ali zijn ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat hij derhalve moet vervangen worden;

Overwegende dat de Heer Cesar Luc, 5<sup>de</sup> plaatsvervanger van de lijst nr 5 waartoe de te vervangen titularis behoort, niet meer woonachtig is in Evere ;

Overwegende dat de Heer Evraert Guy, 6<sup>de</sup> plaatsvervanger van de lijst nr 5 waartoe de te vervangen titularis behoort, als 1<sup>ste</sup> in aanmerking komt ;

Gelet op het verslag betreffende de verkiesbaarheid en het ontbreken van onverenigbaarheden bij de Heer Evraert Guy, voornoemd;

Overwegende dat de Heer Evraert Guy, tot op heden ononderbroken heeft voldaan aan al de verkiesbaarheidsvereisten bepaald bij artikel 65 van de gemeentekieswet te weten :

- kiezer zijn, en de in artikel 1 par. 1 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden :

- 1° Belg zijn;

- 2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

- 3° in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;

4° zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek.

of artikel 1bis par. 1 :

Kunnen de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven, de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, behalve wat betreft de nationaliteit, voldoen aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 1, par. 1, en die, overeenkomstig par. 2 van dit artikel, hun wil te kennen hebben gegeven om dit stemrecht in België uit te oefenen. Voor de toepassing van het eerste lid worden de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in de bevolkingsregisters staan vermeld, geacht te voldoen aan de in 3° van artikel 1, par. 1 bedoelde voorwaarde.

• zijn niet verkiesbaar :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;

2° de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die Staat;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de art. 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na deze veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn wegens overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in het 1° en 2°, bestuurder zijn of geweest zijn van een vereniging die, zelfs met uitstel is veroordeeld voor een van de overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Overwegende dat hij zich niet bevindt in één der gevallen van onverenigbaarheid wegens ambtsbekleding of verwantschap, voorzien door de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat derhalve niets belet dat de geloofsbrieven van de Heer Evraert Guy geldig verklaard worden en dat dit plaatsvervangend raadslid wordt toegelaten tot het afleggen van de eed, voorgeschreven in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

**BESLUIT :**

De geloofsbrieven van de Heer Evraert Guy, geboren te Evere op 6 november 1942, wonende te 1140 Evere, Sint-Vincentiusstraat, 100 bus 4, gemeenteraadslid, worden geldig verklaard.

De Heer Evraert Guy wordt toegelaten tot het afleggen van de voorgeschreven eed.

Het nieuwe raadslid legt deze eed onmiddellijk af in het Frans, in openbare zitting van de raad, in handen van dhr wnd Burgemeester, en in volgende bewoordingen :  
“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk”.

Derhalve is de Heer Evraert Guy aangesteld als titelvoerend gemeenteraadslid ter vervanging van de heer Chaftar Laurent Ali, ontslagnemend.

Hij zal op de ranglijst worden gebracht onder het nr 33 na Mevrouw Lepage Nicole.

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0003 **Fusion par absorption d’HYDROBRU par VIVAQUA – Prolongation du mandat de représentation auprès du notaire – AGE HYDROBRU.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Vu le Code des sociétés, notamment ses articles 671 et 681 et suivants;

Vu l’ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l’Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales et cet accord de coopération;

Vu l’ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l’eau, telle que modifiée par l’ordonnance du 23 juin 2017;

Vu l’article 7 de l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les statuts des intercommunales VIVAQUA scrl et HYDROBRU scrl;

Vu l’assemblée générale extraordinaire de l’intercommunale VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Vu l’assemblée générale extraordinaire de l’intercommunale HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Considérant que l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, telle que modifiée par une ordonnance du 23 juin 2017, prévoit que sont censées être réalisées, au 31 décembre 2016, les conditions suspensives assortissant toute fusion entre opérateurs de l'eau visés au chapitre III de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, régulièrement adoptées par les organes compétents avant le 31 décembre 2016 si ces conditions suspensives se réalisent le 31 décembre 2017 au plus tard, et pour autant que les mandataires valablement désignés à cet effet par l'assemblée générale lors de l'adoption de l'acte de fusion de ces opérateurs constatent leur réalisation;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire d'HYDROBRU du 23 novembre 2017 et l'ordre du jour y annexé;

**DECIDE :**

Article 1 :

Pour autant que de besoin, de confirmer et de prolonger, jusqu'à la date de constatation effective de la fusion, les pouvoirs octroyés à M. le Président du Conseil d'administration d'HYDROBRU scrl, agissant conjointement avec un Administrateur, dans sa sixième résolution, par l'assemblée générale extraordinaire d'HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion, afin de constater la réalisation des conditions suspensives à cette fusion.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA – Verlenging van het vertegenwoordigingsmandaat bij de notaris – BAV HYDROBRU.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen, met name de artikelen 671 en 681 en volgende;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, gewijzigd op 23 juni 2017;



Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de intercommunales VIVAQUA cvba en HYDROBRU cvba;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale VIVAQUA van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Overwegende dat de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid gewijzigd op 23 juni 2017 bepaalt dat op 31 december 2016 verondersteld wordt te zijn voldaan aan de opschortende voorwaarden die gekoppeld zijn aan elke fusie tussen de wateroperatoren bedoeld in Hoofdstuk III van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, die regelmatig werd goedgekeurd door de bevoegde organen vóór 31 december 2016, op voorwaarde dat aan die opschortende voorwaarden is voldaan uiterlijk op 31 december 2017 en voor zover de mandatarissen die daartoe geldig zijn aangewezen door de Algemene Vergadering op haar buitengewone zitting over de fusie van die operatoren vaststellen dat aan die voorwaarden is voldaan;

Gelet op uitnodiging op de Buitengewone algemene vergadering van HYDROBRU van 23 november 2017 en de hierbij gevoegde dagorde;

## **BESLUIT :**

### Artikel 1 :

Voor zover nodig, tot de datum waarop de fusie daadwerkelijk wordt vastgesteld, de bevoegdheden te bevestigen en te verlengen die werden toegekend aan de voorzitter van de Raad van Bestuur, gezamenlijk handelend met een Bestuurder, in haar zesde resolutie, door de Algemene Vergadering van HYDROBRU cvba op haar buitengewone zitting van 8 november 2016 waarop de fusie werd goedgekeurd, om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden voor deze fusie vast te stellen.

### Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

## **SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN**

### **Budget 2017: Modifications budgétaires n° 03 (service ordinaire) et n° 04 (service extraordinaire).**

26.10.2017/A/0004

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu le titre VI et les articles 241 et 242 de la nouvelle loi communale;

Considérant que le budget communal pour l'exercice 2017 a été voté le 26 janvier 2017;

Considérant que les modifications budgétaires n° 01 et 02 pour l'exercice 2017 ont été votées le 29 juin 2017;

Considérant que pour des motifs indiqués aux tableaux ci-joints, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De modifier le service ordinaire et le service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2017, conformément aux indications portées aux tableaux ci-joints et d'arrêter le résultat du budget aux chiffres y figurant.

**Article 2 :**

De transmettre cette délibération en deux exemplaires à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 18 votes positifs, 8 abstentions.

---

**Begroting 2017: Begrotingswijzigingen nr 03 (gewone dienst) en nr 04 (buitengewone dienst).**

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op artikel VI en de artikels 241 en 242 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de begroting voor het dienstjaar 2017 gestemd werd op 26 januari 2017;

Overwegende dat begrotingswijzigingen nr 01 en 02 voor het dienstjaar 2017 werden gestemd op 29 juni 2017;

Overwegende dat om de in bijgaande tabellen opgegeven redenen zekere begrotingsposten dienen herzien te worden;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLIST :**

### **Artikel 1 :**

De gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2017 te wijzigen in overeenstemming met de toelichtingen van de hierbij gevoegde tabellen en de uitkomst van de begroting vast te stellen zoals aangegeven.

### **Artikel 2 :**

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 18 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

## **SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN**

26.10.2017/A/0005 **GBS Everheide : adaptation du règlement scolaire.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant qu'un Pouvoir organisateur qui offre un enseignement néerlandophone doit, pour toutes ses écoles fondamentales, élaborer un règlement d'école qui organise les relations entre le pouvoir organisateur et les parents;

Considérant le règlement d'école, approuvé par le conseil communal du 29.09.2016 et actuellement en vigueur;

Vu le décret de l'enseignement fondamental de la Communauté flamande du 25.02.1997 et les modifications ultérieures;

Vu le nouveau décret M (M-decreet) du 21.03.2014 relatif à des mesures nécessaires pour les élèves ayant des besoins éducatifs spécifiques qui modifie les règles d'inscription dans l'enseignement fondamental des élèves qui disposent d'un rapport donnant accès à l'enseignement spécialisé;

Vu le décret du 04.04.2014 relatif aux diverses mesures concernant le statut juridique des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi que la participation à l'école;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 17.06.1997 concernant le changement d'école durant l'année scolaire en cours;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 21.12.1998 concernant l'octroi du certificat de l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 10.08.2001 concernant les

conditions d'admission d'élèves dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 08.02.2002 concernant l'information lors de la première inscription et le règlement scolaire;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 16.08.2002 concernant les absences des élèves dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 13.07.2004 concernant le fonctionnement de la participation locale dans l'enseignement fondamental et secondaire;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 22.06.2007 concernant le contrôle des coûts dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 27.04.2009 concernant la déclaration d'engagement dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 05.06.2012 concernant le droit d'inscription et les procédures d'enregistrement dans l'enseignement fondamental;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la suspension préventive, l'exclusion temporaire et définitive des élèves des écoles primaires à partir du 01.09.2014;

Considérant les ajouts à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant la transmission de dossiers d'élèves en cas de changement d'école;

Considérant les modifications à la circulaire ministérielle du 15.05.2014 concernant le doublement dans l'enseignement fondamental;

Considérant que le règlement d'école actuel, adopté par le conseil communal du 29.09.2016, ne convient plus;

Vu le modèle de règlement d'école transmis par le Secrétariat de l'Enseignement des Villes et des Communes de la Communauté flamande;

Vu la concertation au sein du personnel scolaire et les remarques de la direction;

Vu la concertation du conseil d'école du 15.06.2017;

Vu l'art. 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'abroger le règlement actuel d'école (délibération du conseil communal du 29.09.2016) à la date du 31.08.2017.

**Article 2 :**

D'approuver le règlement d'école ci-joint et de le déclarer en vigueur avec effet à la date du 01.09.2017. Le projet pédagogique et la note d'accord de l'école font partie intégrante du règlement d'école.

**Article 3 :**

De charger la direction de l'école Everheide de remettre le règlement d'école aux parents lors de chaque inscription d'élève, qui le signeront pour approbation.

**Article 4 :**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**GBS Everheide : aanpassing van het schoolreglement.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat een schoolbestuur dat Nederlandstalig onderwijs aanbiedt, voor elk van zijn basisscholen, een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Gelet op het huidig reglement van toepassing goedgekeurd door de gemeenteraad van 29.09.2016;

Gelet op het decreet Basisonderwijs van 25.02.1997 en de latere wijzigingen;

Gelet op het nieuw M-decreet van 21.03.2014 betreffende de maatregelen voor leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften die de regels wijzigt voor inschrijving in het gewoon basisonderwijs voor leerlingen die beschikken over een verslag voor toegang tot het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het decreet van 04.04.2014 houdende diverse maatregelen betreffende de rechtspositie van leerlingen in het basis- en secundair onderwijs en betreffende de participatie op school;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 17.06.1997, betreffende schoolveranderen in de loop van het schooljaar;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21.12.1998, betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 10.08.2001, betreffende toelatingsvoorwaarden leerlingen in het gewoon basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 08.02.2002, betreffende informatie bij eerste inschrijving en schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 16.08.2002, betreffende afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 13.07.2004, betreffende lokale participatieregeling in het basis- en secundair onderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22.06.2007, betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 27.04.2009, betreffende de engagementsverklaring in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 05.06.2012, betreffende het inschrijvingsrecht en aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende preventieve schorsing, tijdelijke en definitieve uitsluiting van leerlingen in het lager onderwijs vanaf 01.09.2014;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende de overdracht van leerlingengegevens in het basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15.05.2014, betreffende zittenblijven in het basisonderwijs;

Overwegende dat het huidige schoolreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van 29.09.2016, niet langer voldoet;

Gelet op het model van schoolreglement overgemaakt door het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op de besprekingen in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het overleg in de schoolraad d.d. 15.06.2017;

Gelet op het art. 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1 :**

Het bestaande schoolreglement (beraadslaging van de gemeenteraad van 29.09.2016) op te heffen op 31.08.2017.

### **Artikel 2 :**

Het hierbij gevoegde schoolreglement goed te keuren en van kracht te verklaren vanaf 01.09.2017. Het pedagogisch project en de afsprakennota van de school maken integraal deel uit van het schoolreglement.

**Artikel 3 :**

De directie van Everheide te gelasten om het schoolreglement aan de ouders te overhandigen bij elke inschrijving en het te laten ondertekenen voor akkoord.

**Artikel 4 :**

Deze beraadslaging, met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht, aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0006 **Restructuration et scission de l'école Clair-Vivre au 01.09.2018.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que l'école Clair-Vivre représente la plus grande école d'Evere qui avoisine les 900 élèves;

Considérant que les directions des écoles communales sont confrontées à une multiplication constante de tâches administratives et pédagogiques dictées par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que le récent Pacte d'Excellence impactera une nouvelle charge de travail supplémentaire pour les directions d'écoles, ce qui entraînera inéluctablement des répercussions sur le temps que celles-ci peuvent consacrer à leur mission pédagogique, qui reste la motivation première d'un chef d'école;

Considérant l'inexistence de subventionnement par la Fédération Wallonie-Bruxelles d'un poste de directeur-adjoint ou équivalent;

Considérant qu'il est envisageable de scinder une grosse école en 2 entités et de désigner 2 directions bénéficiant d'une rémunération complète à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles et ce, dans le cadre des restructurations qu'un pouvoir organisateur peut opérer du 1er au 30 septembre de chaque année scolaire;

Considérant que cette opération a déjà été réalisée sous diverses formes par d'autres pouvoirs organisateurs, avec succès;

Considérant qu'une école peut être ouverte pour autant que le nombre d'écoles et d'implantations existant au 30 juin 1984 ne soit pas dépassé ou, si tel est le cas, pour autant que le pouvoir organisateur ait obtenu la cession d'un numéro FASE d'un autre pouvoir organisateur du même réseau;

Considérant la disparition de l'implantation Complexe de Clair-Vivre, depuis le 1er septembre 2017, et donc de la récupération de son FASE;

Considérant qu'en cas de scission de l'école Clair-Vivre, un nouveau numéro FASE sera nécessaire pour la création d'une école;

Considérant que la ville de Mons a octroyé 3 numéros FASE à la commune le 18.11.2013 dont un sera utilisé pour la scission;

Considérant que la séparation des cycles s'effectuera de la première accueil à la 2<sup>ème</sup> primaire, et de la 3<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> primaire, en respectant le projet pédagogique de l'école;

Considérant que les bâtiments pourront être scindés avec deux adresses administratives distinctes;

Considérant qu'il y aura 2 sites distincts divisés comme suit : *Ecole Clair-vivre 1* avec 2 implantations (Germinal et Centre) qui comprendront les classes de la première accueil à la 2<sup>ème</sup> primaire et *Ecole Clair-vivre 2* avec une implantation au Centre qui comprendra les classes de la 3<sup>ème</sup> primaire à la 6<sup>ème</sup> primaire;

Considérant qu'en cas de scission de l'école Clair-Vivre, l'école *Clair-vivre 1* gardera les 3 numéros FASE actuels. L'école *Clair-vivre 2* aura un nouveau numéro FASE de la ville de Mons et récupérera le numéro FASE de l'implantation Complexe;

Considérant la décision de principe adoptée par le collège le 29.08.2017;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

De scinder l'école Clair-Vivre avec effet au 1er septembre 2018 suivant les modalités reprises ci-dessous :

- Ecole Clair-vivre 1 avec 2 implantations (Germinal et Centre) qui comprendront les classes de la première accueil à la 2<sup>ème</sup> primaire;
- Ecole Clair-vivre 2 avec une implantation au Centre qui comprendra les classes de la 3<sup>ème</sup> primaire à la 6<sup>ème</sup> primaire.

### **Article 2 :**

De transmettre un exemplaire de la présente délibération à la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction générale de l'Enseignement obligatoire - Direction de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement fondamental ordinaire, pour accord.

### **Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.



---

## **Herstructurering en splitsing van de school Clair-Vivre op 01.09.2018.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de school Clair-Vivre de grootste school van Evere is, met ongeveer 900 leerlingen;

Overwegende dat de directies van de gemeentescholen geconfronteerd worden met een voortdurende toename van het aantal administratieve en pedagogische taken die door de Federatie Wallonië-Brussel opgelegd worden;

Overwegende dat het recente "Pacte d'Excellence" tot een nieuwe hoeveelheid extra werk voor de schooldirecties zal leiden, wat onvermijdelijk een invloed zal hebben op de tijd die zij aan hun pedagogische taak zullen kunnen besteden, die de eerste motivatie van een schoolhoofd blijft;

Overwegende dat er geen subsidiëring van de Federatie Wallonië-Brussel bestaat voor de functie van adjunct-directeur of gelijkwaardig;

Overwegende dat overwogen kan worden om een grote school in twee eenheden op te splitsen en twee directies aan te stellen die een volledige verloning ten laste van de Federatie Wallonië-Brussel genieten en dit in het kader van de herstructureringen die een inrichtende macht mag uitvoeren van 1 tot 30 september van elk schooljaar;

Overwegende dat andere inrichtende machten deze operatie al met succes in verschillende vormen uitgevoerd hebben;

Overwegende dat een school geopend kan worden voor zover het aantal scholen en vestigingen dat op 30 juni 1984 bestond, niet overschreden wordt of, indien dat het geval is, voor zover de inrichtende macht de overdracht van een FASE-nummer van een andere inrichtende macht van hetzelfde net gekregen heeft;

Overwegende dat de vestiging 'Complexe' van de school Clair-Vivre sinds 1 september 2017 verdwenen is en haar FASE-nummer dus gerecupereerd kan worden;

Overwegende dat in het geval van een splitsing van de school Clair-Vivre een nieuw FASE-nummer noodzakelijk zal zijn;

Overwegende dat de stad Bergen de gemeente Evere drie FASE-nummers toegekend heeft op 18.11.2013, waarvan een nummer voor de splitsing gebruikt zal worden;

Overwegende dat de splitsing van de cycli zal gebeuren van de eerste kleuterklas tot en met het tweede leerjaar van het lager onderwijs, en van het derde leerjaar tot en met het zesde leerjaar van het lager onderwijs, met respect voor het pedagogische project van de school;

Overwegende dat de gebouwen gesplitst kunnen worden met twee verschillende administratieve adressen;

Overwegende dat er twee verschillende sites zullen zijn, verdeeld als volgt: school Clair-Vivre 1 met twee vestigingen (Germinal en Centrum) die de klassen van de eerste

kleuterklas tot en met het tweede leerjaar van het lager onderwijs zullen omvatten, en school Clair-Vivre 2 met een vestiging Centrum die de klassen van het derde leerjaar tot en met het zesde leerjaar van het lager onderwijs zal omvatten;

Overwegende dat in het geval van een splitsing van de school Clair-Vivre, de school Clair-Vivre 1 haar huidige drie FASE-nummers zal behouden. De school Clair-Vivre 2 zal een nieuw FASE-nummer van de stad Bergen krijgen en het FASE-nummer van de vestiging 'Complexe' recupereren;

Overwegende de principebeslissing goedgekeurd door het college op 29.08.2017;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

### **BESLIST :**

#### **Artikel 1 :**

De school Clair-Vivre te splitsen vanaf 1 september 2018 volgens de volgende modaliteiten :

- School Clair-Vivre 1 met twee vestigingen (Germinal en Centrum) die de klassen van de eerste kleuterklas tot en met het tweede leerjaar van het lager onderwijs zullen omvatten;
- School Clair-Vivre 2 met een vestiging Centrum die de klassen van het derde leerjaar tot en met het zesde leerjaar van het lager onderwijs zal omvatten.

#### **Artikel 2 :**

Een exemplaar van deze beraadslaging te bezorgen aan de Federatie Wallonië-Brussel, Algemene Directie Leerplichtonderwijs - Directie Organisatie van de instellingen van gewoon basisonderwijs, voor akkoord.

#### **Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid overgemaakt moet worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0007 **Subside "Journées musicales 2017" à l'asbl Les amis de l'académie de musique d'Evere.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 10.500,00€ inscrit à l'article budgétaire 76116/332-02 du budget

ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Considérant que la liquidation de la subvention se fera au vu du rapport d'activités introduit par l'association;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'octroyer une subvention de 5.500,00€ pour les "Journées musicales 2017" à l'asbl "Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere" pour la coordination et l'organisation des journées musicales durant l'année 2017 à destination des six écoles francophones d'Evere.

Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere asbl  
rue Stuckens, 125 - 1140 Evere  
NE : 0435.168.526  
Montant : 5.500,00€

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur l'article budgétaire 76116/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

**Toelage "Journées musicales 2017" aan de vzw Les amis de l'académie de musique d'Evere.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 10.500,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 76116/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat de uitkering van de toelage zal gebeuren op basis van het door de vereniging ingediende activiteitenverslag;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

### **BESLUIT:**

#### Artikel 1:

Een toelage van 5.500,00 € voor de "Journées musicales 2017" toe te kennen aan de vzw "Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere", voor de coördinatie en de organisatie van de muziekdagen voor de zes franstalige Everse scholen tijdens het jaar 2017.

Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere vzw  
Stuckensstraat, 125 - 1140 Evere  
ON: 0435.168.526  
Bedrag: 5.500,00 €

#### Artikel 2:

Deze uitgave te boeken op het begrotingsartikel 761/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017.

#### Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0008 **Subsides au centre culturel Everna, à la Ludothèque et aux associations liées aux académies de musique.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu les crédits de 332.500,00 €, 2.500,00 € et 16.750,00 € inscrits respectivement sur les articles budgétaires 76210/332-02, 76704/332-02 et 73404/332-02 du budget

ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'octroyer un subside de 49.252,00 € au GC Everna.

Gemeenschapscentrum Everna  
Rue St Vincent, 30  
1140 Evere  
NE: 0447.992.025.

**Article 2 :**

D'octroyer un subside de 2.500,00 € à l'asbl Les Amis de la Ludothèque d'Evere.

Asbl Les Amis de la Ludothèque d'Evere  
Sq. S. Hoedemaekers, 10  
1140 Evere  
NE : 0861.109.382.

**Article 3 :**

D'octroyer un subside de 7.500,00 € à l'asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere.

Asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere  
Rue E. Stuckens, 125  
1140 Evere  
NE : 0435.168.526.

**Article 4 :**

D'octroyer un subside de 3.750,00 € à l'association de fait Vriendenkring Academie Evere.

Mme Haelvoet Ingrid  
Vriendenkring Academie  
E. Stuckensstraat, 125  
1140 Evere

**Article 5 :**

D'octroyer un subside de 5.500,00 € à l'asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere à titre de participation à la réalisation du projet « Concerts classiques saison 2017 ».

Asbl Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere  
Rue E. Stuckens, 125  
1140 Evere  
NE : 0435.168.526

**Article 6 :**

De comptabiliser les dépenses sur les articles budgétaires 76210/332-02 (art. 1) - 76704/332-02 (art. 2) - 73404/332-02 (art. 3, 4 et 5) du budget ordinaire de l'exercice 2017.

**Article 7 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

**Toelagen aan het gemeenschapscentrum Everna, de Ludotheek en aan de verenigingen verbonden aan de muziekacademies.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de kredieten van 332.500,00 €, 2.500,00 € en 16.750,00 € respectievelijk ingeschreven op de begrotingsartikelen 76210/332-02, 76704/332-02 en 73404/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

Een toelage van 49.252,00 € toe te kennen aan het GC Everna.

Gemeenschapscentrum Everna  
St Vincentiusstraat, 30  
1140 Evere  
ON: 0447.992.025.

**Artikel 2:**

Een toelage van 2.500,00 € toe te kennen aan de vzw Les Amis de la Ludothèque d'Evere.

Vzw Les Amis de la Ludothèque d'Evere  
S. Hoedemaekerssquare, 10  
1140 Evere  
ON: 0861.109.382.

**Artikel 3:**

Een toelage van 7.500,00 € toe te kennen aan de vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere.

Vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere  
E. Stuckensstraat, 125  
1140 Evere  
ON: 0435.168.526.

**Artikel 4:**

Een toelage van 3.750,00 € toe te kennen aan de feitelijke vereniging Vriendenkring Academie Evere.

Mevr Haelvoet Ingrid  
Vriendenkring Academie Evere  
E. Stuckensstraat, 125  
1140 Evere

**Artikel 5:**

Een toelage van 5.500,00 € toe te kennen aan de vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere in het kader van de realisatie van het project "Concerts classiques saison 2017".

Vzw Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere  
E. Stuckensstraat, 125  
1140 Evere  
ON: 0435.168.526

**Artikel 6:**

Deze uitgaven op de begrotingsartikelen 76210/332-02 (art. 1) - 76704/332-02 (art. 2) - 73404/332-02 (art. 3, 4 en 5) van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Artikel 7:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0009 **Subsides aux mouvements de jeunesse.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 10.500,00€ inscrit à l'article budgétaire 76116/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu les rapports d'activités introduits;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'allouer des subsides à divers mouvements de jeunesse selon la répartition suivante :

**86ème Unité F.C.S. - Scouts**

Nadine Jaspers  
rue Puccini, 104 - 1070 Anderlecht  
Association de fait  
716,00€

**105ème unité F.C.S - Scouts**

Jennifer Apers  
Grande rue au Bois, 178 - 1030 Schaerbeek  
Association de fait  
2.060,00€

**Maison de jeunes Regard asbl**

Rue des Deux Maisons, 30 - 1140 Evere  
NE : 0503.914.802  
674,00€



**Jeugdhuis MJ 't Schab asbl**

Rue E. Dekoster, 134 -1140 Evere

NE : 0457.067.958

400,00€

**Jeugdatelier Het Evertje**

Anne Schoonejans

Rue Saint-Vincent, 30 -1140 Evere

Association de fait

570,00€

**Scouts en Gidsen Evere**

Bart Van Assche

Rue Saint-Vincent, 47 - 1140 Evere

Association de fait

580,00€

Article 2 :

De comptabiliser la dépense totale de 5.000,00€ sur l'article budgétaire 76116/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Toelagen aan de jeugdbewegingen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 10.500,00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 76116/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de ingediende activiteitenverslagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### Artikel 1 :

Toelagen toe te kennen aan verschillende jeugdbewegingen volgens de volgende verdeling:

#### **86ème Unité F.C.S. - Scouts**

Nadine Jaspers  
Puccinistraat, 104 - 1070 Anderlecht  
Feitelijke vereniging  
716,00€

#### **105ème unité F.C.S - Scouts**

Jennifer Apers  
Grote Bosstraat, 178 -1030 Schaarbeek  
Feitelijke vereniging  
2.060,00€

#### **Maison de jeunes Regard vzw**

Twee Huizenstraat, 30 - 1140 Evere  
ON: 0503.914.802  
674,00€

#### **Jeugdhuis MJ 't Schab vzw**

E. Dekosterstraat, 134 -1140 Evere  
ON: 0457.067.958  
400,00€

#### **Jeugdatelier Het Evertje**

Anne Schoonejans  
Sint-Vincentiusstraat, 30 - 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
570,00€

#### **Scouts en Gidsen Evere**

Bart Van Assche  
Sint-Vincentiusstraat, 47 - 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
580,00€

### Artikel 2 :

De totale uitgave van 5.000,00€ op het begrotingsartikel 76116/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0010 **Subsides à divers clubs sportifs.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 21.000,00 € inscrit à l'article budgétaire 76411/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 accordant des subsides aux organismes au service des ménages ;

Vu les rapports d'activités introduits ;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins :

**DECIDE :**

Article 1 :

D'allouer des subsides à divers clubs sportifs selon la répartition suivante :

Sporta Evere Volley asbl  
Avenue des Pagodes, 27 bte 2 - 1020 Bruxelles  
NE : 0429.766.319  
Montant : 400,00 €

Aqua Club Evere asbl  
Avenue F. Guillaume, 53 bte 14 - 1140 Evere  
NE : 0456.464.677  
Montant : 1.000,00 €

Ascades asbl  
Avenue H. Dunant, 14 bte 16 - 1140 Evere  
NE : 0895.854.782  
Montant : 400,00 €

Avenir Evere Basket Club asbl  
Rue Val de Marne, 6 - 1140 Evere  
NE : 0860.853.620  
Montant : 750,00 €

Brussels Europe Fencing Forever asbl  
Laskouter, 110 - 1120 Bruxelles  
NE : 0811.101.726  
Montant : 250,00 €

Brussels Handball Club asbl  
Rue Vanden Bossche, 79 - 1140 Evere  
NE : 0875.359.969  
Montant : 50,00 €

Brussels Tigers asbl  
Rue Docteur Elie Lambotte, 56 - 1030 Schaerbeek  
NE : 0464.624.456  
Montant : 1.100,00 €

Club Horizon asbl  
Avenue des Anciens Combattants, 350 - 1140 Evere  
NE : 0463.708.597  
Montant : 500,00 €

Dragon Club Academy asbl  
Rue de Wautier, 69 - 1020 Bruxelles  
NE : 0812.278.592  
Montant : 1.100,00 €

Etoile de Destrier (association de fait)  
Abdelhakim Bouazza  
Avenue F. Guillaume, 18 - 1140 Evere  
NN : 86.08.26-295.11  
Montant : 100,00 €

Evere Badminton Club asbl  
Rue H. Krains, 23 - 1030 Schaerbeek  
NE : 0475.257.141  
Montant : 500,00 €

Evere Green-Life TC asbl  
Avenue F. Villon, 44 - 1140 Evere  
NE : 0828.398.410  
Montant : 500,00 €

Evere Move United (association de fait)  
Bryan Vanbellingen  
Chaussée de Louvain, 815 - 1140 Evere  
NN : 95.10.16-385.36  
Montant : 25,00 €

Everest Action asbl  
Rue V. Van Gogh, 10 bte 10 - 1140 Evere  
NE : 0565.924.031

Montant : 500,00 €

Club n°1 asbl (Judo Club Evere)  
Avenue Victor Rousseau, 33 - 1190 Bruxelles  
NE : 0860.164.425  
Montant : 250,00 €

Les Astéries asbl  
Rue Jacques Ballings, 57 - 1140 Evere  
NE : 0451.320.214  
Montant : 50,00 €

Les Dauphins (association de fait)  
Jean-Marc Heer  
Rue E. Degas, 4 bte 2 - 1140 Evere  
NN : 64.07.13-139.88  
Montant : 50,00 €

Maison de jeunes Regard asbl  
Rue des Deux Maisons, 30 - 1140 Evere  
NE : 0503.914.802  
Montant : 500,00 €

Olympic Evere Gym asbl  
Avenue des Anciens Combattants, 89 bte 1 - 1140 Evere  
NE : 0476.059.469  
Montant : 500,00 €

La Palette Evere (association de fait)  
Jean-Marie Albert  
Avenue L. Piérard, 40 bte 4 - 1140 Evere  
NN : 43.09.13-275.10  
Montant : 200,00 €

Phoenix Evere (association de fait)  
Marc Pauwels  
Avenue du Gibet, 20 bte 13 - 1140 Evere  
NN : 68.03.06-463.30  
Montant : 50,00 €

Vision asbl  
Chaussée d'Helmet, 388 - 1030 Schaerbeek  
NE : 0471.369.619  
Montant : 800,00 €

Royal Elan AC Evere (association de fait)  
Jean-François Lemoine  
Clos de la Ballade, 2 - 1140 Evere  
NN : 60.08.02-553.24  
Montant : 150,00 €

Royal Evere White Star Hockey asbl  
Avenue des Anciens Combattants, 350 - 1140 Evere  
NE : 0436.280.957  
Montant : 2.500,00 €

Shitokai Karaté Evere asbl  
Rue A. De Brandt, 23 bte 6 - 1140 Evere  
NE : 0818.530.243  
Montant : 750,00 €

Sporta Evere Gym asbl  
Avenue du Capricorne, 2 - 1200 Bruxelles  
NE : 0875.154.289  
Montant : 500,00 €

Stade Everois R.C. asbl  
Rue Stroobants, 75 - 1140 Evere  
NE : 0465.078.277  
Montant : 5.000,00 €

SV Beertjes (association de fait)  
Erik Hendricks  
Rue Van Obberghen, 23 bte 3 - 1140 Evere  
NN : 67.05.04-003.58  
Montant : 100,00 €

Turnkring Hermelijn (association de fait)  
Marie-Elise Lethist  
Avenue Van Leeuw, 52 - 1140 Evere  
NN : 61.07.21-208.07  
Montant : 50,00 €

Yoga Centrum (association de fait)  
Elvire Druyts  
Avenue de l'Oudkapelleke, 5 bte 67 - 1140 Evere  
NN : 32.08.14-004.13  
Montant : 50,00 €

Yoga Notre-Dame (association de fait)  
Yvette Englebert  
Avenue C. Permeke, 61 - 1140 Evere  
NN : 32.02.16-312.88  
Montant : 125,00 €

White Star Evere (association de fait)  
Didier Van den Eynde  
Boulevard Général Wahis, 24 bte 23 - 1030 Schaerbeek  
NN : 65.02.23-077.30  
Montant : 50,00 €

Hakmi Team (association de fait)

Mounir Hakmi  
Grande Chavée, 3 - 1370 Zétrud-Lumay  
NN : 75.06.03-525.32  
Montant : 350,00 €

Napoli Sport  
Chaussée de Louvain, 884 - 1140 Evere  
NE : 0648.698.683  
Montant : 350,00 €

Brussels Evere Handball School  
Avenue H. Conscience, 245 - 1140 Evere  
NE : 0831.452.029  
Montant : 300,00 €

Smash Evere (association de fait)  
Patrick Van Gucht  
Rue de Paris, 103 - 1140 Evere  
NN : 57.12.23-165.38  
Montant : 150,00 €

Article 2 :

De comptabiliser la dépense totale de 20.000,00 € sur l'article budgétaire 76411/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

**Toelagen aan verschillende sportclubs.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 21.000,00 € ingeschreven op de begrotingsartikel 76411/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de ingediende activiteitsverslagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

Artikel 1:

Toelagen aan verschillende sportclubs volgens de volgende verdeling toe te kennen:

Sporta Evere Volley vzw  
Pagodenlaan, 27 bus 2 - 1020 Brussel  
ON: 0429.766.319  
Bedrag: 400,00 €

Aqua Club Evere vzw  
F. Guillaumelaan, 53 bus 14 - 1140 Evere  
ON: 0456.464.677  
Bedrag: 1.000,00 €

Ascades vzw  
H. Dunantlaan, 14 bus 16 - 1140 Evere  
ON: 0895.854.782  
Bedrag: 400,00 €

Avenir Evere Basket Club vzw  
Marnedal, 6 - 1140 Evere  
ON: 0860.853.620  
Bedrag: 750,00 €

Brussels Europe Fencing Forever vzw  
Laskouter, 110 - 1120 Brussel  
ON: 0811.101.726  
Bedrag: 250,00 €

Brussels Handball Club vzw  
Vanden Bosschestraat, 79 - 1140 Evere  
ON: 0875.359.969  
Bedrag: 50,00 €

Brussels Tigers vzw  
Dokter Elie Lambottestraat, 56 - 1030 Schaarbeek  
ON: 0464.624.456  
Bedrag: 1.100,00 €

Club Horizon vzw  
Oud-Strijderslaan, 350 - 1140 Evere  
ON: 0463.708.597  
Bedrag: 500,00 €

Dragon Club Academy vzw  
de Wautierstraat, 69 - 1020 Brussel



ON: 0812.278.592  
Bedrag: 1.100,00 €

Etoile de Destrier (feitelijke vereniging)  
Abdelhakim Bouazza  
F. Guillaumelaan, 18 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 86.08.26-295.11  
Bedrag: 100,00 €

Evere Badminton Club vzw  
H. Krainsstraat, 23 - 1030 Schaarbeek  
ON: 0475.257.141  
Bedrag: 500,00 €

Evere Green-Life TC vzw  
F. Villonlaan, 44 - 1140 Evere  
ON: 0828.398.410  
Bedrag: 500,00 €

Evere Move United (feitelijke vereniging)  
Bryan Vanbellingen  
Leuvensesteenweg, 815 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 95.10.16-385.36  
Bedrag: 25,00 €

Everest Action vzw  
V. Van Goghstraat, 10 bus 10 - 1140 Evere  
ON: 0565.924.031  
Bedrag: 500,00 €

Club n°1 vzw (Judo Club Evere)  
Victor Rousseaulaan, 33 - 1190 Brussel  
ON: 0860.164.425  
Bedrag: 250,00 €

Les Astéries vzw  
J. Ballingsstraat, 57 - 1140 Evere  
ON: 0451.320.214  
Bedrag: 50,00 €

Les Dauphins (feitelijke vereniging)  
Jean-Marc Heer  
E. Degasstraat, 4 bus 2 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 64.07.13-139.88  
Bedrag: 50,00 €

Maison de jeunes Regard vzw  
Twee Huizenstraat, 30 - 1140 Evere  
ON: 0503.914.802  
Bedrag: 500,00 €

Olympic Evere Gym vzw  
Oud-Strijderslaan, 89 bus 1 - 1140 Evere  
ON: 0476.059.469  
Bedrag: 500,00 €

La Palette Evere (feitelijke vereniging)  
Jean-Marie Albert  
L. Piérardlaan, 40 bus 4 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 43.09.13-275.10  
Bedrag: 200,00 €

Phoenix Evere (feitelijke vereniging)  
Marc Pauwels  
Galgelaan, 20 bus 13 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 68.03.06-463.30  
Bedrag: 50,00 €

Vision vzw  
Helmetseseenweg, 388 - 1030 Schaarbeek  
ON: 0471.369.619  
Bedrag: 800,00 €

Royal Elan AC Evere (feitelijke vereniging)  
Jean-François Lemoine  
Balladegaarde, 2 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 60.08.02-553.24  
Bedrag: 150,00 €

Royal Evere White Star Hockey vzw  
Oud-Strijderslaan, 350 - 1140 Evere  
ON: 0436.280.957  
Bedrag: 2.500,00 €

Shitokai Karaté Evere vzw  
A. De Brandtstraat, 23 bus 6 - 1140 Evere  
ON: 0818.530.243  
Bedrag: 750,00 €

Sporta Evere Gym vzw  
Steenboklaan, 2 - 1200 Brussel  
ON: 0875.154.289  
Bedrag: 500,00 €

Stade Everois R.C. vzw  
Stroobantsstraat, 75 - 1140 Evere  
ON: 0465.078.277  
Bedrag: 5.000,00 €

SV Beertjes (feitelijke vereniging)  
Erik Hendricks  
Van Obberghenstraat, 23 bus 3 - 1140 Evere

Rijksregisternummer: 67.05.04-003.58  
Bedrag: 100,00 €

Turnkring Hermelijn (feitelijke vereniging)  
Marie-Elise Lethist  
Van Leeuwlaan, 52 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 61.07.21-208.07  
Bedrag: 50,00 €

Yoga Centrum (feitelijke vereniging)  
Elvire Druyts  
Oudkapellekelaan, 5 bus 67 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 32.08.14-004.13  
Bedrag: 50,00 €

Yoga Notre-Dame (feitelijke vereniging)  
Yvette Englebert  
C. Permekelaan, 61 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 32.02.16-312.88  
Bedrag: 125,00 €

White Star Evere (feitelijke vereniging)  
Didier Van den Eynde  
Général Wahislaan, 24 bus 23 - 1030 Schaarbeek  
Rijksregisternummer: 65.02.23-077.30  
Bedrag: 50,00 €

Hakmi Team (feitelijke vereniging)  
Mounir Hakmi  
Grande Chavée, 3 - 1370 Zétrud-Lumay  
Rijksregisternummer: 75.06.03-525.32  
Bedrag: 350,00 €

Napoli Sport  
Leuvensesteenweg, 884 - 1140 Evere  
ON: 0648.698.683  
Bedrag: 350,00 €

Brussels Evere Handball School  
H. Consciencelaan, 245 - 1140 Evere  
ON: 0831.452.029  
Bedrag: 300,00 €

Smash Evere (feitelijke vereniging)  
Patrick Van Gucht  
Parijsstraat, 103 - 1140 Evere  
Rijksregisternummer: 57.12.23-165.38  
Bedrag: 150,00 €

Artikel 2:

De totale uitgave van 20.000,00 € op de begrotingsartikel 76411/332-02 van de

gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0011 **Subsides à diverses associations socioculturelles.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 332.500,00 € inscrit sur l'article budgétaire 76210/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu les rapports d'activités introduits;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'allouer un montant de 11.500,00 € en subsides à 21 associations socioculturelles francophones selon la répartition suivante :

**Association Libre d'Artistes Européens asbl**

Rue P. Matheussens, 60 - 1140 Evere

NE : 0862.334.057

700,00 €

**Les Amis de la Nature asbl**

Rue P. Matheussens, 60 - 1140 Evere

NE : 0452.883.892

700,00 €

**Ars Varia asbl**

Av des Anciens Combattants, 93 bte 71 - 1140 Evere

NE : 0877.129.527

147,00 €

**La Besace asbl**

Chaussée de Haecht, 1034 - 1140 Evere

NE : 0423.887.525

677,00 €

**Cercle Triskell**

Julien Simal

Av. Chazal, 168 - 1030 Schaerbeek

Association de fait

522,00 €

**Chorale 1, 2, ...4**

Jean-François Gousenbourger

Clos de l'Argillière, 23 - 1140 Evere

Association de fait

700,00 €

**Chomartist asbl**

Av. du Renouveau, 21 Bte14 - 1140 Evere

NE : 0480.008.161

673,00 €

**Les Compagnons du Witloof asbl**

Rue Van Waeyenbergh, 15 - 1140 Evere

NE : 0447.052.016

545,00 €

**Créathéa asbl**

Rue St. Joseph, 28 - 1140 Evere

NE : 0892.280.828

700,00 €

**Femmes Prévoyantes Socialistes**

Levieux Véronique

Rue St-Vincent, 124 - 1140 Evere

Association de fait

700,00 €

**G.R.A.Q.G. asbl**

Rue Edgard Degas, 6 bte 1 - 1140 Evere

NE : 0429.334.272

700,00 €

**I. Z. Hobby asbl**

Clos des Lauriers Roses, 61 - 1140 Evere

NE : 0807.378.114  
412,00 €

**Les Jopaprofs**

Poncelet Gisèle  
Av. du Harnois, 5 - 1140 Evere  
Association de fait  
1,00 €

**Ligue des Familles Evere asbl**

Rue de Beco, 109 - 1050 Ixelles  
NE : 0414.652.432  
1,00 €

**P.A.C. Evere asbl**

Rue de Paris, 39/41 - 1140 Evere  
NE : 0474.264.078  
700,00 €

**Phila Culture d'Evere**

Georges Gérard  
Local "Concordia" Av. Henri Conscience, 158 - 1140 Evere  
Association de fait  
456,00 €

**Solam**

Paulette Dubrulle  
Clos de l'Argilière, 25 - 1140 Evere  
Association de fait  
700,00 €

**C.E.B.E asbl**

Rue J.B. Mosselmans, 44 - 1140 Evere  
NE : 0438.798.306  
700,00 €

**Vins et Voyage asbl**

Av. des Anciens Combattants, 97 bte 24 - 1140 Evere  
NE : 0890.345.083  
535,00 €

**Ever-Move asbl**

Rue van Assche, 14 - 1140 Evere  
NE : 0897.379.563  
531,00 €

**Arna**

Philippe Charlier  
Av. Henri Conscience, 193 - 1140 Evere  
Association de fait

700,00 €

**Article 2 :**

D'allouer un montant de 5.900,00 € en subsides à 8 associations socioculturelles néerlandophones selon la répartition suivante :

**Fotoclub Close-up asbl**

Rue Frans Leon, 23 – 1140 Evere

NE : 0420.065.527

800,00 €

**Femma Evere St Vincentius**

Madame Van Groen

Av. du Renouveau, 16 – 1140 Evere

Association de fait

450,00€

**Willemsfonds Schaarbeek – Evere – Sint-Joost**

Elisabeth Schraepen

Av. Eugène Demolder, 1 bte 5 – 1030 Schaerbeek

Association de fait

750,00 €

**Atelier 50.2**

Els Lemaire

Rue J. Van Ruusbroeck, 7/6 – 1140 Evere

Association de fait

500,00€

**Dauidsfonds Evere**

Henri De Schouwer

Place St-Vincent, 1 -1140 Evere

Association de fait

750,00€

**Koninklijke maatschappij De Toneelvrienden**

Edward Van Geel

Rue Van Cutsem, 2 – 1140 Evere

Association de fait

1.200,00€

**Everna scrabbleclub**

Maria Rozic

Rue St-Vincent, 30 – 1140 Evere

Association de fait

700,00€

**Curieus Evere**

Katrien Debeuckelaere

Chaussée de Haecht, 1178 - 1140 Evere

Association de fait  
750,00€

**Article 3 :**

D'allouer un montant de 1.500,00€ en subsides à 1 association socioculturelle bilingue.

**Harmonie De Ster asbl**

Av. du Renouveau 42/43 - 1140 Evere  
NE : 0861.436.907  
1.500,00€

**Article 4 :**

De comptabiliser la dépense totale de 18.900,00€ sur l'article budgétaire 76210/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

**Article 5 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

**Toelagen aan verschillende socioculturele verenigingen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 332.500,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de ingediende activiteitenverslagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

Een bedrag van 11.500,00€ aan subsidies toe te kennen aan 21 Franstalige socioculturele verenigingen volgens de volgende verdeling :



**Association Libre d'Artistes Européens vzw**

P. Matheussensstraat, 60 - 1140 Evere

ON: 0862.334.057

700,00€

**Les Amis de la Nature vzw**

P. Matheussensstraat, 60 - 1140 Evere

ON: 0452.883.892

700,00€

**Ars Varia vzw**

Oud-Strijderslaan, 93 bus 71 - 1140 Evere

ON: 0877.129.527

147,00€

**La Besace vzw**

Haachtsesteenweg, 1034 - 1140 Evere

ON: 0423.887.525

677,00€

**Cercle Triskell**

Julien Simal

Chazallaan, 168 - 1030 Schaarbeek

Feitelijke vereniging

522,00€

**Chorale 1, 2, ...4**

Jean-François Gousenbourger

Kleigroeveërf, 23 - 1140 Evere

Feitelijke vereniging

700,00€

**Chromartist vzw**

Herlevingslaan, 21 bus 14 - 1140 Evere

ON: 0480.008.161

673,00€

**Les Compagnons du Witloof vzw**

Van Waeyenberghstraat, 15 - 1140 Evere

ON: 0447.052.016

545,00€

**Créathéa vzw**

Sint-Jozefstraat, 28 - 1140 Evere

ON: 0892.280.828

700,00€

**Femmes Prévoyantes Socialistes**

Véronique Levieux

Provence Wandelwegen, 41 F - 1140 Evere

Feitelijke  
vereniging  
700,00€

**G.R.A.Q.G. vzw**

Edgard Degasstraat, 6 bus 1 - 1140 Evere  
ON: 0429.334.272  
700,00€

**I. Z. Hobby vzw**

Oleandergaard, 61 - 1140 Evere  
ON: 0807.378.114  
412,00€

**Les Jopaprofs**

Gisèle Poncelet  
Wapenrustinglaan, 5 - 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
1,00€

**Ligue des Familles d'Evere vzw**

De Becostraat, 109 - 1050 Elsene  
ON: 0414.652.432  
1,00€

**P.A.C. Evere vzw**

Parijsstraat, 39/41 - 1140 Evere  
ON: 0474.264.078  
700,00€

**Phila Culture d'Evere**

Georges Gérard  
Lokaal "Concordia" Henri Consciencelaan, 158 - 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
456,00€

**Solam**

Paulette Dubrulle  
Kleigroeveërf, 25 - 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
700,00€

**C.E.B.E vzw**

J.B. Mosselmansstraat, 44 - 1140 Evere  
ON: 0438.798.306  
700,00€

**VINS ET VOYAGE vzw**

Oud-Strijderslaan, 97 bus 24 - 1140 Evere  
ON: 0890.345.083

535,00€

**Ever-Move vzw**

Van Asschestraat, 14 - 1140 Evere

ON: 0897.379.563

531,00€

**Arna**

Philippe Charlier

Henri Consciencelaan, 193 - 1140 Evere

Feitelijke vereniging

700,00€

**Artikel 2:**

Een bedrag van 5.900,00€ aan subsidies toe te kennen aan 8 Nederlandstalige socioculturele verenigingen volgens de volgende verdeling:

**Fotoclub Close-up vzw**

Frans Leonstraat, 23 – 1140 Evere

ON: 0420.065.527

800,00€

**Femma Evere St Vincentius**

Mevrouw Van Groen

Herlevingslaan, 16 – 1140 Evere

Feitelijke vereniging

450,00€

**Willemsfonds Schaarbeek – Evere – Sint-Joost**

Elisabeth Schraepen

Eugène Demolderstraat, 1 bus 5 – 1030 Schaarbeek

Feitelijke vereniging

750,00€

**Atelier 50.2**

Els Lemaire

J. Van Ruusbroeckstraat, 7/6 – 1140 Evere

Feitelijke vereniging

500,00€

**Dauidsfonds Evere**

Henri De Schouwer

Sint-Vincentiusplein, 1 - 1140 Evere

Feitelijke vereniging

750,00€

**Koninklijke maatschappij De Toneelvrienden**

Edward Van Geel

Van Cutsemstraat, 2 – 1140 Evere

Feitelijke vereniging

1.200,00€

**Everna scrabbleclub**

Maria Rozic  
Sint-Vincentiusstraat, 30 – 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
700,00€

**Curieus Evere**

Katrien Debeuckelaere  
Haachtsesteenweg, 1178 – 1140 Evere  
Feitelijke vereniging  
750,00€

**Artikel 3 :**

Een bedrag van 1.500,00€ aan subsidies toe te kennen aan 1 tweetalige socioculturele vereniging:

**Harmonie de Ster vzw**

Herlevingslaan 42/43 – 1140 Evere  
ON: 0861.436.907  
1.500,00€

**Artikel 4 :**

De totale uitgave van 18.900,00€ op het begrotingsartikel 76210/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Artikel 5 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0012 **Subsides aux conseils de quartier d'Evere.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique ;

Considérant le dynamisme des deux conseils de quartier et de l'importance de les soutenir dans leur démarche citoyenne ;

Considérant que le renouvellement de ce subside se fera au vu des rapports d'activités introduits par les bénéficiaires ;

Vu le crédit de 11.635,00 € inscrit à l'article budgétaire 879/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances écologiques et philosophiques ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

## **DECIDE:**

### **Article 1:**

D'octroyer un subside aux conseils de quartier suivant cette liste:

#### **Conseil de quartier Evere Centre: 300,00 €**

M. Marc Bossuyt - responsable

Rue de la Résistance, 63 - 1140 Evere

#### **Conseil de quartier Bas-Evere: 300,00 €**

M. Christian Michiels - responsable

Rue du Tilleul 225 - 1140 Evere

### **Article 2:**

De comptabiliser la dépense de 600,00 € à l'article budgétaire 879/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017.

### **Article 3:**

De reprendre cette délibération qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

## **Subsidies aan de buurtraden van Evere.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Overwegende het dynamisme van de twee buurtraden en het belang om ze te ondersteunen in hun burgerinitiatief;

Overwegende dat de vernieuwing van deze subsidie gebeurt in het licht van de activiteitenrapporten die door de begunstigden werden ingediend;

Gelet op het krediet van 11.635,00 € voorzien op het begrotingsartikel 879/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT:**

### **Artikel 1:**

Een subsidie aan de buurtraden toe te kennen, volgens deze lijst:

#### **Buurtraad Evere Centrum: 300,00 €**

M. Marc Bossuyt - verantwoordelijke  
Weerstandstraat, 63 - 1140 Evere

#### **Buurtraad Laag-Evere: 300,00 €**

M. Christian Michiels - verantwoordelijke  
Lindestraat 225 - 1140 Evere

### **Artikel 2:**

Deze uitgave van 600,00 € op het begrotingsartikel 879/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Artikel 3:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0013 **Subsides de type "Environnement" aux associations éveroises.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique;

Vu le crédit de 2.000,00€ inscrit à l'article budgétaire 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017 concernant des subsides aux organismes au service des ménages de type "environnement";

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances écologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de

certaines subventions;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subsides;

Considérant que la liquidation des subsides se fera au vu des rapports d'activités introduits par les bénéficiaires;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'allouer des subsides aux organismes au service des ménages pour l'exercice 2017 suivant la liste qui suit:

**C.E.B.E. asbl : 1.000,00€**

Rue J.-B. Mosselmans, 44 - 1140 Evere  
NE: 0438.798.306

**Amis de la Nature asbl : 200,00€**

Rue P. Matheussens 60 - 1140 Evere  
NE: 0452.883.892

**Article 2 :**

De comptabiliser ces dépenses de 1.200,00€ sur l'article budgétaire 777/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doivent être transmises à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Subsidies type "Milieu" aan de Everse verenigingen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet van 2.000,00€ voorzien op het begrotingsartikel 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen type "milieu";

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op

de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er reden is om de subsidies te verdelen;

Overwegende dat de subsidies uitbetaald zullen worden in het licht van de activiteitenverslagen die door de begunstigden ingediend worden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1 :**

Subsidies toe te kennen aan instellingen ten dienste van de gezinnen voor het dienstjaar 2017 volgens deze lijst :

#### **C.E.B.E. vzw : 1.000,00€**

J.-B. Mosselmannstraat, 44 - 1140 Evere  
ON: 0438.798.306

#### **Amis de la Nature asbl : 200,00€**

P. Matheussensstraat 60 - 1140 Evere  
ON: 0452.883.892

### **Artikel 2 :**

Deze uitgaven van 1.200,00€ op het begrotingsartikel 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

## **SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN**

26.10.2017/A/0014 **Avis de la commune d'Evere sur le projet de modification partielle du plan régional d'affectation du sol (PRAS) relative à la liaison souterraine de transports en commun Nord-Sud.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,



Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 arrêtant le projet de plan régional d'affectation du sol en le modifiant partiellement pour la création d'une liaison à haute performance en transport en commun entre le nord et le sud de la Région ;

Considérant que ce projet est soumis à l'enquête publique du 1 septembre au 30 octobre 2017;

Vu la demande du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'émettre un avis communal avant la fin de l'enquête publique;

Vu l'avis suivant :

### **Introduction**

Le plan régional d'affectation du sol (PRAS) est l'instrument de planification régionale qui prévoit notamment l'implantation des itinéraires de transports en commun en site indépendant.

Considérant les nécessaires modifications à apporter au PRAS pour permettre la création d'une liaison à haute performance en transports en commun entre le nord et le sud de la Région, les modifications apportées au PRAS consistent en :

- une section à inscrire en itinéraire de transports en commun en site indépendant située entre le dépôt à prévoir et la gare du Nord à Schaerbeek ;
- une section centrale déjà constituée par la liaison entre la gare du Nord et la station Anneessens ;
- une section à inscrire entre la station Anneessens et la gare du Midi ;
- une section sud déjà constituée par la liaison entre la gare du Midi et la station Albert,
- une section à inscrire à proximité de la place Albert à Forest .

En particulier, il s'agit de combler l'absence d'un tracé adéquat sur la carte 6 relative aux transports en commun du PRAS , et de modifier certaines affectations arrêtées par la carte 3 du PRAS.

### **Justification du projet de modification**

La modification du PRAS est nécessaire afin de réaliser un tracé souterrain entre le dépôt et l'arrêt «Bordet» au Nord-est de la Région et l'arrêt «Albert» à Saint-Gilles au Sud du pentagone.

Cette liaison souterraine à haute performance se justifie au travers des domaines suivants :

#### *1. Démographie*

Selon les projections démographiques du Bureau fédéral du Plan et de Statistics Belgium, la Région de Bruxelles-Capitale devrait connaître une croissance de sa population de plus de 101.000 individus entre 2015 et 2025, soit d'environ 10.000 habitants par an.

Cette croissance démographique est également observée à l'échelle des différentes communes de la Région touchées par le projet et est estimée pour la période 2015-2025 à 14% pour la ville de Bruxelles, 19% pour la commune d'Evere, 7% pour Forest et 8% à Saint Gilles et Schaerbeek.

## *2. Potentiel de desserte et densité*

Le cadran nord-est de Bruxelles est densément peuplé et cette densité devrait encore se renforcer au cours des prochaines années.

Ce projet concerne non seulement le cadran nord-est de la Région mais également une large partie de la population, des emplois et des services établis au sein du territoire régional.

## *3. Mobilité*

La charge de trafic qui est déjà très importante et la croissance de la population induit une demande de mobilité accrue.

De plus, la pression automobile en matière de stationnement est particulièrement forte dans les communes du nord-est de la Région.

Le manque de voiries aux dimensions suffisantes ne permet pas d'octroyer plus d'espace public aux modes de déplacements routiers et transport en commun de surface dans le cadran nord-est.

Une liaison par transport en commun en site indépendant constitue une solution appropriée à ces besoins. La desserte de ce cadran par un itinéraire en site indépendant permettrait de diminuer la part modale routière au profit des transports en commun.

## *4. Offre de transport en commun*

La ligne 55, qui est la ligne majeure desservant le cadran nord-est de la Région, fonctionne en saturation, particulièrement en heures de pointes.

Le renforcement de la fréquence de cette ligne est techniquement irréalisable à infrastructures inchangées.

Le remplacement de la ligne de tramway 55 (et 32 sur la partie d'itinéraire exploitée après 20h) par une liaison à haute performance nord-sud apporterait une réponse à ces obstacles, tant en matière de confort et d'accessibilité des personnes à mobilité réduite, que de qualité de service.

## *5. Air, énergie, climat*

La Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30% à l'horizon 2025 par rapport à 1990 et de 80 à 95% d'ici 2050.

La Région de Bruxelles-Capitale s'est également engagée, le 4 décembre 2015, à augmenter sa part de source d'énergie renouvelable dans la consommation finale

d'énergie.

En contribuant à augmenter la part modale des transports en commun, en permettant une densification des espaces du nord-est de la Région dans les principes de la ville des courtes distances, en améliorant la connectivité et l'intermodalité des espaces desservis, le projet s'inscrit dans cette ambition et incite les particuliers à renoncer à l'usage de leurs véhicules personnels dont l'efficacité énergétique est plus faible que celle des transports en commun.

Le secteur des transports est responsable à lui seul de près de la moitié des émissions de polluants atmosphériques.

Le projet permettrait un report modal réduisant de telles émissions et favoriserait en outre la fluidité des transports de surface en désengorgeant les voiries ; il participerait ainsi à réduire les émissions de polluants liés à la congestion et à la recherche de stationnement.

La pollution atmosphérique influence directement la santé des personnes présentes sur le territoire régional (risques sanitaires, décès prématurés, Etc.).

Le projet tend à réduire l'exposition de la population à différents polluants à tout le moins au niveau local.

Le rapport sur les incidences environnementales (RIE) a étudié les conséquences du projet de modification de Plan sur l'environnement.

Quatre alternatives de tracés souterrains et trois alternatives de tracés de surface en site propre pour trams ont été étudiées et leurs incidences comparées à celles du Projet.

La conclusion du RIE soutient, de manière générale, le projet malgré ses inconvénients - dont certains importants -, auxquels il convient de remédier grâce aux recommandations proposées.

### **Avis de la commune d'Evere**

La commune se réjouit de la suppression du tram 55 au profit d'une liaison souterraine pour les raisons suivantes :

- Le tram entraîne un certain nombre de nuisances, surtout au niveau sonore et des vibrations. Suite à la disparition du tram et la mise en place du métro, ces nuisances vont également disparaître ;
- La suppression du tram permettra l'enlèvement des équipements accessoires dans le domaine public et offrira la possibilité d'embellir celui-ci ;
- Le métro permettra aux citoyens un déplacement plus rapide et une liaison directe aux gares internationales ;
- L'arrivée de stations entraînera autour d'elles un développement économique local ;
- La mise en place d'un métro à partir de la station multimodale « Bordet » jusqu'à la gare du Nord et le centre ville aura un effet favorable sur le nombre de véhicules traversant la commune d'Evere et, par conséquent, sur la qualité de l'air et la sécurité routière ;
- Le métro permettra aux citoyens un accès plus rapide en transports en commun aux gares internationales (gare du nord, centrale et du midi).

Toutefois, la Commune souhaiterait que le Gouvernement porte une attention

particulière aux domaines suivants :

- *Expropriations*

La Commune insiste afin que le projet ne provoque aucune expropriation des citoyens éverois.

- *Le cadre de vie et convivialité des espaces publics*

Lors de la conception des abords des stations, il y aura lieu d'accorder une attention particulière à la sécurité, c'est-à-dire de favoriser les espaces ouverts et d'éviter les barrières.

Pour les stations «Tilleul» et «Paix», il est important de veiller à l'aménagement d'espaces qualitatifs par des sites publics ouverts et dégagés de tout édifice, un ensemble de bâti cohérent et la création de zones végétales généreuses.

En ce qui concerne la station multimodale «Bordet», elle est située entre deux carrefours fortement fréquentés et se verra agrémentée d'une zone de «park & ride». Il est donc primordial de veiller à une mobilité en toute sécurité pour tous les usagers par l'aménagement d'espaces publics et de voirie lisibles et la construction d'une bâtisse sobre et claire.

La Commune souhaite également qu'une participation citoyenne soit mise en œuvre dans le cadre de l'aménagement des abords des stations.

- *Vibrations*

La Commune insiste que la Convention signée en 2004 entre la RBC et la STIB relative aux normes de vibrations soit respectée afin de limiter, au maximum, les vibrations produites lors du creusement du tunnel.

- *Travaux en surface et chantiers*

La Commune insiste également sur le respect rigoureux des règles de chantier, durant le déroulement des travaux, afin de réduire au maximum les nuisances engendrées, à l'égard des habitants. Cela suppose un respect scrupuleux des horaires de chantier, des normes relatives à la poussière, des normes de bruit, des trajets fixés pour le trafic de chantier, des zones de stationnement et de livraisons et la procédure de demande de travail de nuit et/ou de week-end, en cas de nécessité absolue.

- *Faune et flore*

Il résulte du RIE que le Projet comporte plus d'incidences négatives sur la flore que les alternatives proposées. De ce fait, la Commune insiste afin qu'un maximum de végétation soit conservé et prévu lors de la conception des stations et de leurs abords ;

Au site «Tilleul», des arbres devront être abattus. Le règlement communal d'urbanisme (RCU) d'Evere impose une replantation dans le cadre d'un abattage d'arbre. La Commune insiste donc sur la prise en compte de son RCU;

## Conclusions :

- La Commune est convaincue que cette liaison entraînera une amélioration importante en termes de mobilité, en impacts socio-économiques et environnementaux ainsi qu'une amélioration de la qualité de l'espace public pour ses citoyens.
- La Commune se réjouit donc du projet de liaison souterraine à haute performance et rend un avis favorable sur la modification du PRAS qui permettra l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme soumise à étude d'incidences.
- La Commune souhaite que les recommandations émises soient suivies d'effets, afin de conserver, au maximum, la qualité de vie de ses habitants et à réduire au maximum les nuisances que pourraient engendrer ledit projet.

## **DECIDE :**

### Article 1:

D'envoyer cet avis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 24 votes positifs, 2 abstentions.

---

### **Advies van de gemeente Evere over het ontwerp van gedeeltelijke wijziging van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) in verband met de ondergrondse noord-zuidverbinding van het openbaar vervoer.**

DE GEMEENTERAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan tot zijn gedeeltelijke wijziging voor de invoering van een hoogperformante verbinding van openbaar vervoer tussen het Noorden en het Zuiden van het Gewest;

Overwegende dat het project onderworpen is aan een openbaar onderzoek van 1 september tot 30 oktober 2017 ;

Gelet op de vraag van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een gemeentelijk advies uit te brengen voor het einde van het openbaar onderzoek ;

Gelet op volgend advies:

### **Inleiding**

Het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) is het gewestelijk planningsinstrument dat de inplanting van de trajecten van het openbaar vervoer in afzonderlijke baan voorziet;

Overwegende de noodzakelijke wijzigingen aan het GBP om een hoogperformante

verbinding van het openbaar vervoer aan te leggen tussen het noorden en het zuiden van het Gewest. De aan te brengen wijzigingen bestaan uit:

- een deeltracé in te schrijven op het traject van openbaar vervoer in afzonderlijke baan tussen de te voorziene stelplaats en het Noordstation te Schaarbeek;
- een centraal deeltracé tussen het Noordstation en het station Anneessens ;
- een deeltracé in te schrijven tussen het station Anneessens en het Zuidstation;
- een deeltracé tussen het Zuidstation en het Albertstation ;
- een deeltracé in te schrijven in de nabijheid van het Albertplein te Vorst;

Het gaat meer bepaald over de invulling van een gepast tracé op kaart 6 van het GBP betreffende het openbaar vervoer en het wijzigen van enkele bestemmingen op kaart 3 van het GBP.

### **Rechtvaardiging van het wijzigingsproject**

De wijziging van het GBP is nodig teneinde een ondergronds traject te kunnen realiseren tussen de stelplaats en het station « Bordet » in het Noordoosten van het Gewest et de halte « Albert » te Sint-Gillis in het Zuiden van het Gewest

Deze ondergrondse hoogperformante verbinding rechtvaardigt zich doorheen de volgende domeinen :

#### *1. Demografie*

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou volgens de demografische vooruitzichten van het Federaal Planbureau en Statistics Belgium een bevolkingsgroei kennen van meer dan 101.000 individuen tussen 2015 en 2025, hetzij ongeveer 10.000 inwoners per jaar.

Deze bevolkingsgroei is eveneens voelbaar in de gemeenten van het Gewest waarop het project van toepassing is: voor de periode 2015-2025 wordt ze geraamd op 14% voor de Stad Brussel, 19% voor de gemeente Evere, 7% voor Vorst en 8% voor Sint-Gillis en Schaarbeek.

#### *2. Bedienings- en dichtheidspotentieel*

Het noordoostelijke deel van Brussel is dichtbevolkt en deze dichtheid zal gelet op de voormelde vooruitzichten en cijfers in de loop van de volgende jaren verder vergroten.

Dit project heeft niet enkel belang voor het noordoostelijke deel van Brussel, maar voor een groot deel van de bevolking, voor arbeidsplaatsen en diensten op het gewestelijk grondgebied;

#### *3. Mobiliteit*

De aangroeiende bevolking brengt een toenemende vraag naar mobiliteit met zich

mee. Daarbij komt dat de druk van het autoverkeer op de parkeersituatie bijzonder groot is in de noordoostelijke gemeenten van het Gewest;

Het gebrek aan voldoende brede wegen verhindert dat meer openbare ruimte beschikbaar wordt gesteld voor bovengronds wegvervoer en openbaar vervoer in het noordoostelijke stadsdeel.

Een verbinding via een lijn van het openbaar vervoer in afzonderlijke baan houdt een geschikte oplossing in voor deze behoeften. Middels de ontsluiting van het noordoostelijke deel van het Gewest door een lijn van het openbaar vervoer in afzonderlijke baan kan het modaal aandeel van het wegverkeer verminderen ten gunste van het openbaar vervoer.

#### *4. Openbaar vervoersaanbod*

De lijn 55, de voornaamste lijn die het noordoostelijke deel van het Gewest ontsluit, is volledig verzadigd en dit vooral tijdens de spitsuren.

Dat de frequentieverhoging van deze lijn technisch onhaalbaar is bij ongewijzigde infrastructuur.

De vervanging van tramlijn 55 (en 32 op het deel van de reisweg die na 20u geëxploiteerd wordt) door een hoogperformante noord-zuidlijn kan een antwoord bieden op deze beletsels, zowel wat het comfort en de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit betreft als qua dienstkwaliteit.

#### *5. Lucht, energie, klimaat*

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft zich ertoe verbonden zijn uitstoot van broeikasgassen met 30% te verminderen tegen 2025 ten opzichte van 1990 en met 80 tot 95% tegen 2050.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft zich er op 4 december 2015 eveneens toe verbonden zijn aandeel aan hernieuwbare energiebronnen te verhogen in het eindenergieverbruik.

Door bij te dragen tot een verhoging van het modaal deel van het openbaar vervoer, door een verdichting van de ruimten in het noordoosten van het Gewest mogelijk te maken volgens de principes van de stad met korte afstanden, door de connectiviteit en de intermodaliteit van de ontsloten ruimten te vergroten, sluit het Project aan bij die ambitie en zet particulieren ertoe aan af te zien van het gebruik van hun persoonlijke voertuigen, die een kleinere energie-efficiëntie hebben dan deze van het openbaar vervoer.

De transportsector is op zich al verantwoordelijk voor zo goed als de helft van de uitstoot van luchtvervuilende stoffen.

Het project zou een modal shift kunnen toelaten die deze uitstoot vermindert en bovendien de doorstroming van het bovengronds verkeer bevorderen door de wegen te ontlasten en bijdragen tot een verminderde uitstoot van vervuilende stoffen die het gevolg zijn van verkeersopstoppingen en het zoeken naar een parkeerplaats.

De luchtverontreiniging heeft een rechtstreekse invloed op de gezondheid van de personen die zich op het gewestelijk grondgebied bevinden (risico's voor de gezondheid en voortijdig overlijden).

Het project strekt ertoe hierdoor de blootstelling van de bevolking aan meerdere verontreinigende stoffen op zijn minst op lokaal niveau te verminderen.

Het milieueffectenrapport (MER) heeft de gevolgen van het wijzigingsproject van het Plan op het milieu bestudeerd.

Vier alternatieven voor ondergrondse trajecten en drie alternatieven voor bovengrondse trajecten in eigen bedding voor trams werden bestudeerd en hun gevolgen vergeleken met die van het Project.

Het besluit van het MER ondersteunt in het algemeen het Project, ongeacht zijn nadelen - waarvan enkele belangrijk - waaraan moet beantwoord worden middels de voorgestelde aanbevelingen.

### **Advies van de gemeente Evere**

De gemeente verheugt zich over het verdwijnen van tram 55 ten voordele van een ondergrondse verbinding voor de volgende redenen :

- De tram veroorzaakt een bepaalde overlast, vooral wat betreft geluid en trillingen. Ten gevolge van het verdwijnen van de tram en de indienststelling van de metro, zal deze hinder ook verdwijnen;
- Het verdwijnen van de tram zal het verwijderen van de bijhorende uitrustingen in het openbaar domein met zich meebrengen en op die manier de mogelijkheid bieden om deze laatste te verfraaien ;
- Dankzij de metro zullen de burgers snellere verplaatsingen kunnen maken en een betere aansluiting met de internationale stations krijgen ;
- De komst van nieuwe metrostations zal een lokale economische ontwikkeling met zich meebrengen;
- De indienststelling van de metro vanaf het multimodale station « Bordet » tot het Noordstation en het stadscentrum zal een positief effect hebben op het aantal wagens dat de gemeente doorkruisen en zodoende ook op de luchtkwaliteit en de verkeersveiligheid.

De Gemeente wenst echter dat de Regering bijzondere aandacht schenkt aan de volgende domeinen:

- *Onteigeningen*

De Gemeente dringt aan op het feit dat er geen onteigeningen zijn voor de burgers van Evere.

- *Leefomgeving en gezelligheid van de openbare ruimte*

Tijdens het ontwerpen van de stationsomgevingen, dient er bijzondere aandacht geschonken te worden aan de veiligheid, namelijk door open ruimten zonder visuele belemmeringen voorop te stellen.

Wat betreft de stations « Linde » en « Vrede », is het belangrijk bijzondere aandacht te schenken aan de inrichting van kwalitatieve open ruimtes vrij van obstakels, harmonieuze bebouwing en de creatie van ruime beplante zones.

Het multimodale station « Bordet », is gelegen tussen twee drukke kruispunten en zal



voorzien worden van een « Park & Ride » parking. Het is dus van primordiaal belang dat er wordt gezorgd voor een veilige mobiliteit voor alle gebruikers door de inrichting van een leesbare openbare ruimte en wegenis en de constructie van sobere en duidelijke gebouwen.

- *Trillingen*

De Gemeente dringt er op aan dat de in 2004 getekende overeenkomst tussen het BHG en de MIVB betreffende de trillingsnormen wordt gerespecteerd, teneinde de trillingen ontstaan door het graven van de tunnel maximaal te beperken.

- *Bovengrondse werken en werven*

De Gemeente dringt er eveneens op aan dat de normen voor bouwwerven nauwgezet worden gerespecteerd, teneinde de veroorzaakte hinder voor de omwonenden tot een minimum te beperken.

Dit betekent dat de uurregeling voor werven, de normen voor stof, de geluidsnormen, de vastgelegde routes voor het werfverkeer, de parkeer- en leveringszones en de procedure voor nacht- of weekendwerk scrupuleus moeten worden nageleefd.

- *Fauna en flora*

Het MER komt tot het besluit dat het Project meer nadelige effecten heeft op de flora dan de alternatieven. Daardoor dringt de Gemeente erop aan dat een maximum aan beplanting wordt behouden en voorzien tijdens het ontwerpen van de stations en hun directe omgeving.

Aan de site « Linde » zullen bomen worden gekapt. De gemeentelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) vereist een herbeplanting in het kader van het vellen van een boom. De Gemeente dringt er dus op aan dat er rekening wordt gehouden met zijn GSV.

### Conclusies :

- De Gemeente is ervan overtuigd dat deze verbinding een belangrijke verbetering met zich zal meebrengen wat betreft mobiliteit, socio-economische impact en gevolgen voor het milieu alsook een verbetering van de openbare ruimte voor zijn burgers;
- De Gemeente verheugt zich dus over het project van de ondergrondse hoogperformante verbinding en geeft een gunstig advies voor de wijziging van het GBP die een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een milieueffectenstudie zal toelaten;
- De Gemeente wenst dat er een gevolg wordt gegeven aan de uitgebrachte aanbevelingen teneinde de levenskwaliteit van zijn inwoners maximaal te bewaren en de overlast die het project zou kunnen veroorzaken tot een minimum te beperken.

**BESLIST :**

Artikel 1:

Dit advies naar de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te sturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 24 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

26.10.2017/A/0015 **Convention relative à l'octroi d'une subvention PEB (performance énergétique des bâtiments) octroyée à la commune d'Evere par l'IBGE (Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement).**

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu l'ordonnance relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments du 7 juin 2007 (M.B. 11 juillet 2007) et le code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie, volet Travaux PEB, du 2 mai 2013;

Considérant que l'obligation de joindre une proposition « PEB » s'applique à une grande majorité des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement;

Considérant les missions supplémentaires dévolues aux communes dans cette matière : analyse des propositions « PEB », suivi des dossiers de rénovation simples, contrôle des chantiers, formation;

Considérant que le montant de cette subvention est plafonnée à 29.730 euros et que ce budget est inscrit à la fonction 93027/485 02 de l'exercice 2017;

Considérant la convention en annexe qui prévoit le renouvellement de cette subvention pour une période d'un an à dater du renouvellement du contrat de la personne engagée pour la mission et qui se terminera au plus tard le 31 décembre 2017;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

Article 1 :

D'adopter la convention ci-jointe entre l'IBGE et la commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

**Overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie EPB (energieprestatie van gebouwen) toegekend aan de gemeente Evere door het BIM (Brussels Instituut voor Milieubeheer).**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de ordonnantie betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen van 7 juni 2007 (B.S.11 juli 2007) en het Brusselse Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, deel EPB werken, van 2 mei 2013;

Overwegende dat de verplichting om een EPB-voorstel toe te voegen van toepassing is op de grote meerderheid van de aanvragen van stedenbouwkundige en milieuvergunningen;

Gelet op de bijkomende opdrachten die de gemeenten voor deze materie moeten verzekeren: analyse van de “EPB-voorstellen”, opvolging van de dossiers van eenvoudige renovaties, controle van de werven, vorming;

Overwegende dat het bedrag van deze subsidie tot 29.730 euros wordt begrensd en dat deze begroting op de functie 93027/485 02 van het begrotingsjaar 2017 wordt ingeschreven;

Gelet op de overeenkomst in bijlage die de hernieuwing van die subsidie voorziet voor een periode van een jaar, te rekenen vanaf de vernieuwing van het contract van de aangeworven persoon voor de betreffende taak, en die ten laatste op datum van 31 december 2017 zal eindigen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De overeenkomst in bijlage tussen het BIM en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

## SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER

26.10.2017/A/0016 **Concertation locale de la cohésion sociale d'Evere - règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Considérant l'actuel règlement d'ordre intérieur (ROI) de la concertation locale d'Evere, organe de concertation du contrat communal de cohésion sociale, conclu entre le Collège de la Commission communautaire française (COCOF) et le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu le décret de la COCOF du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale et en particulier la section 2 qui prévoit que la coordination locale est chargée de l'organisation et le suivi d'une concertation avec les différents acteurs de la cohésion sociale;

Vu les articles 10 et 11 du même décret qui prévoient que la coordination locale organise une concertation qui réunit tous les acteurs de la cohésion sociale et dont le Collège de la COCOF fixe les règles minimales de fonctionnement afin d'y garantir le droit à la parole pour tous, la transparence des procédures de sélection et d'évaluation des projets;

Vu les articles 8 à 11 de l'arrêté 2005/504 portant exécution de décret de la COCOF du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale qui prévoient que la concertation locale établit un règlement d'ordre intérieur pour préciser son fonctionnement et les modalités de l'octroi du droit de vote et les procédures de vote;

Considérant qu'il était nécessaire de revoir ledit règlement afin de réactualiser le mode de fonctionnement de la concertation locale et de clarifier les procédures en matières de vote;

Considérant le PV de la réunion de la concertation locale du 26 juin 2017 qui stipule qu'en vertu de l'article 8 de l'actuel ROI, le vote approuvant le nouveau ROI est valable malgré que le quorum n'ait pas été atteint;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le règlement d'ordre intérieur pour la concertation locale de la cohésion sociale d'Evere, joint en annexe.

**Article 2 :**

D'envoyer le règlement d'ordre intérieur avec un extrait de la délibération, au collègue de la Commission Communautaire Française.

**Article 3 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Lokaal overlegcomité van de sociale cohesie van de gemeente Evere - reglement van interne orde.**

De raad, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende het huidige reglement van interne orde (RIO) van het lokaal overlegcomité van Evere, overlegorgaan voorzien in het gemeentelijk contract betreffende de sociale cohesie, overeengekomen tussen het college van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) en het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op het decreet van de COCOF van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale cohesie, en inzonderheid de tweede afdeling, waarin bepaald is dat de plaatselijke coördinatie belast is met de organisatie en de opvolging van een overleg met de verschillende actoren van de sociale cohesie;

Gelet op de artikelen 10 en 11 van hetzelfde decreet, waarin bepaald is dat de plaatselijke coördinatie een overleg organiseert waarin alle actoren van de sociale cohesie verenigd zijn en waarvan het college van de COCOF de minimale werkingsregels vaststelt om te waarborgen dat iedereen er recht van spreken heeft en dat de selectie- en evaluatieprocedures van de projecten transparant zijn;

Gelet op de artikelen 8 tot 11 van het besluit 2005/504 houdende uitvoering van het decreet van de COCOF van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale cohesie, waarin bepaald is dat het lokale overlegcomité een reglement van interne orde opstelt om zijn werkwijze, de toekenningsmodaliteiten van het stemrecht en de stemprocedures te verduidelijken;

Overwegende dat het noodzakelijk was om het genoemde reglement te herzien, om de werkwijze van het lokaal overlegcomité aan te passen en de stemprocedures te verduidelijken;

Overwegende het proces-verbaal van de vergadering van het lokaal overlegcomité van 26 juni 2017, waarin bepaald is dat krachtens artikel 8 van het huidige reglement van interne orde de stemming waarbij het nieuwe reglement van interne orde goedgekeurd is, geldig is, hoewel het quorum niet aanwezig was;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Het reglement van interne orde van het lokaal overlegcomité van de sociale cohesie van Evere, opgenomen in bijlage, goed te keuren.

**Artikel 2 :**

Het reglement van interne orde, samen met een uittreksel van de beraadslaging, over te maken aan het college van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Artikel 3 :**

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid overgemaakt moet worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

*Housini Chairi entre en séance / treedt in zitting.*

**SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING**

26.10.2017/A/0017 **Fixation des conditions d'un marché de services pour la mission d'auteur de projet pour la construction d'une nouvelle salle omnisport, une cafétéria et des locaux annexes dans le parc du complexe sportif.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le souhait de construire une nouvelle salle omnisport, une cafétéria et des locaux annexes dans le parc du complexe sportif;

Vu la nécessité pour cette réalisation de faire appel à un auteur de projet pour une mission complète;

Proposition de lancer un marché de services pour la mission d'auteur complète pour la construction d'une nouvelle salle omnisport, une cafétéria et des locaux annexes dans le parc du complexe sportif;

Vu le cahier spécial des charges, les plans et le montant estimatif des services projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 420.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 420.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 76402/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant que les services feront l'objet d'une procédure ouverte publiée au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel des Communautés Européennes;

Vu l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques relatif à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 al. 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

#### **DECIDE :**

##### **Article 1 :**

D'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimatif pour le marché de services de la mission d'auteur de projet pour la construction d'une salle omnisport, d'une cafétéria et des locaux annexes dans le parc du complexe sportif.

##### **Article 2 :**

De retenir la procédure ouverte avec publicité comme mode de passation du marché.

##### **Article 3 :**

De publier le marché au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel des Communautés Européennes.

##### **Article 4 :**

De comptabiliser la dépense de 420.000,00€ à l'article budgétaire 76402/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

##### **Article 5 :**

De financer le marché par emprunt.

##### **Article 6 :**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor een projectontwerper voor de bouw van een nieuwe omnisportzaal, een cafetaria en**

## **bijbehorende lokalen in het park van het sportcomplex.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wens om een nieuwe omnisportzaal, een cafetaria en bijbehorende lokalen in het park van het sportcomplex te bouwen;

Gelet op de noodzakelijkheid om voor deze realisatie een oproep te doen op een projectontwerper voor een volledige missie;

Voorstel om een opdracht van diensten op te starten voor de volledige opdracht van een projectontwerper voor de bouw van een nieuwe omnisportzaal, een cafetaria en bijbehorende lokalen in het park van het sportcomplex;

Gelet op het bestek, de plannen en het ramend bedrag van de geplande diensten;

Gezien de raming van deze opdracht van 420.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 420.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 76402/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de diensten het voorwerp zullen uitmaken van een openbare procedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Officiële krant van de Europese Unie ;

Gelet op artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

### **Artikel 1 :**

Het bestek en het ramend bedrag voor de volledige missie van een projectontwerper



voor de bouw van een nieuwe omnisportzaal, een cafetaria en bijbehorende lokalen in het park van het sportcomplex aan te nemen;

**Artikel 2 :**

De openbare procedure met bekendmaking als gunningswijze te weerhouden.

**Artikel 3 :**

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Officiële krant van de Europese Unie;

**Artikel 4 :**

De uitgave van 420.000,00€ op het begrotingsartikel 76402/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Artikel 5 :**

De opdracht te financieren met een lening.

**Artikel 6 :**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0018 **Fixation des conditions et attribution du marché en vue de l'achat d'un tableau de l'artiste Paola Cenci.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales et de décorer les différents espaces de l'administration communale ;

Vu la possibilité d'acquérir un tableau de l'artiste Paola Cenci ;

Vu l'offre reçue quant à l'acquisition projetée pour un montant global de 600,00€ ;

Considérant qu'un crédit de 600,00€ est prévu à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 42 § 1, 1° d, i de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**DECIDE :**

**Article 1:**

De retenir la procédure négociée sans publication préalable (spécificités artistiques- article 42 § 1, 1° d, i de la loi du 17 juin 2016) comme mode de passation du marché.

**Article 2:**

De procéder à l'acquisition d'un tableau de l'artiste Paola cenci, domiciliée rue Dekoster 47 à 1140 Bruxelles, au prix de son offre du 12.09.2017 à savoir 600,00€.

**Article 3:**

De comptabiliser la dépense de 600,00€ à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 4:**

De financer ce marché par emprunt.

**Article 5:**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van een schilderij van de kunstenares Paola Cenci.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de gelegenheid om de verzameling van kunstwerken van de gemeente te verrijken en de verschillende ruimtes van het gemeentehuis te versieren ;

Gelet op de mogelijkheid om een schilderij van de kunstenares Paola Cenci aan te kopen ;

Gelet op de ontvangen offerte betreffende de voorziene aankoop voor een globaal bedrag van 600,00€ ;

Overwegende dat een krediet van 600,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 42 § 1, 1° d, i van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (artistieke specificiteiten - artikel 42 § 1, 1° d, i van de wet van 17 juni 2016) als de wijze van gunning te weerhouden.

### **Artikel 2:**

Een schilderij van de kunstenares Paola Cenci, wonende Dekosterstraat 47 te 1140 Brussel, aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte van 12.09.2017 namelijk 600,00€.

### **Artikel 3:**

De uitgave van 600,00€ op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Artikel 4:**

Deze opdracht met een lening te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0019 **Fixation des conditions et attribution du marché pour la grande révision du moteur de l'unité de cogénération de la piscine Triton.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que cette grande révision du moteur de l'unité de cogénération fait partie

du programme d'entretien prévu par le constructeur et doit donc être réalisée;

Considérant que le moteur affiche déjà près de 23.000 heures au compteur ce qui correspond à 1.150.000 km parcourus à 50km/h;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à la firme TDGI, société étant adjudicataire du marché pour le contrat d'entretien des installations de techniques spéciales du bassin de natation communal Triton;

Vu l'offre de la firme TDGI quant aux services projetés pour un montant de 24.179,32€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 24.179,32€ est prévu à l'article budgétaire 76452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 42 § 1, 1° d, ii de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

De retenir la procédure négociée sans publication préalable (spécificités techniques - article 42, § 1, 1°, d, ii de la loi du 17 juin 2016) comme mode de passation du marché.

### **Article 2 :**

De désigner la firme TDGI - Avenue Jean Monnet 1 à 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve (NE: 0550.843.796) comme adjudicataire du marché pour la grande révision du moteur de l'unité de cogénération de la piscine Triton au prix de son offre du 07.09.2017 à savoir 24.179,32€ (TVA Comprise).

### **Article 3 :**

De comptabiliser la dépense de 24.179,32€ sur l'article budgétaire 76452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

### **Article 4 :**

De financer ces services par emprunt.

### **Article 5 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à

l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de grote motorrevisie van de warmte-krachtkoppeling van het zwembad Triton.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat dit grote nazicht van de motor van de warmte-krachtkoppelingseenheid deel uitmaakt van het door de producent voorziene onderhoudsprogramma en dus moet worden uitgevoerd;

Overwegende dat de motor al bijna 23.000 uur op de teller heeft staan, wat overeenkomt met 1.150.000 km afgelegd tegen 50 km/uur;

Overwegende dat deze diensten uitgevoerd moeten worden door de firma TDGI, aanbestedinghouder van de opdracht betreffende het onderhoudscontract van de speciale technische installaties van het gemeentelijk zwembad Triton;

Gelet op de offerte van de firma TDGI betreffende de geplande diensten voor een bedrag van 24.179,32€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 24.179,32€ voorzien is op het begrotingsartikel 76452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (technische specificiteiten - artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016) als de gunningswijze te weerhouden.

**Artikel 2 :**

De firma TDGI - Avenue Jean Monnet 1 te 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve (ON: 0550.843.796) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de grote motorrevisie van de warmte-krachtkoppeling van het zwembad Triton, volgens het bedrag van haar offerte van 07.09.2017 namelijk 24.179,32€ (BTW Inbegrepen).

**Artikel 3 :**

De uitgave van 24.179,32€ te boeken op het begrotingsartikel 76452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

**Artikel 4 :**

Deze diensten met een lening te financieren.

**Artikel 5 :**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0020 **Fixation et attribution d'un marché de fournitures pour l'intégration d'un module Primeplan et l'achat de 7 pointeuses.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu la nécessité de gérer le travail en shift afin de pallier aux absences et aux remplacements du personnel à effectuer en dernière minute;

Considérer que le logiciel Primeplan est à installer sur le même serveur que Primetime existant;

Vu la description des lieux (7) à équiper et les clauses techniques ci-annexées;

Vu l'offre reçue de la firme GET, Antwerpsesteenweg, 107 à 2390 Malle ( NE 0404.641.636) pour la fourniture d'un module Primeplan et 7 pointeuses avec installation et mise en place d'un serveur test pour un montant global de 49.421,72€ (TVA comprise);

Considérant qu'un crédit de 49.421,72€ est prévu à l'article budgétaire 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 42 § 1, 1° d, ii de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De retenir la procédure négociée sans publication préalable (spécificités techniques - article 42 § 1, 1° d, ii de la loi du 17 juin 2016) comme mode de passation du marché.

**Article 2 :**

De désigner la firme GET, Antwerpsesteenweg 107 à 2390 Malle (NE 0404.641.636) pour la fourniture d'un module Primeplan et 7 pointeuses avec installation et mise en place d'un serveur test pour un montant global de 49.421,72€ (TVA comprise).

**Article 3 :**

De comptabiliser la dépense de 49.421,72€ à l'article budgétaire 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 4 :**

De financer ce marché par emprunt.

**Article 5 :**

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling en toekenning van een opdracht voor het leveren van de integratie van een Primeplan module en de aankoop van 7 prikklokken.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de noodzakelijkheid om het shiftwerk te beheren om de afwezigheden en het te vervangen personeel op het laatste moment te kunnen organiseren;

Overwegende dat het Primeplan software op de bestaande server Primetime geïnstalleerd moet worden ;

Gelet op de beschrijving van de uit te rusten plaatsen (7) en de hier bijgevoegde technische clausules;

Gelet op de offerte van de firma GET, Antwerpsesteenweg, 107 te 2390 Malle ( ON 0404.641.636) voor de levering van een Primeplan module en 7 prikklokken met installatie en tewerkstelling van een test server voor een bedrag van 49.421,72€ (BTW inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 49.421,72€ voorzien is op het begrotingsartikel 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1:**

De onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (technische specificiteiten - artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016) als de wijze van gunning te weerhouden.

### **Artikel 2:**

De firma GET, Antwerpsesteenweg, 107 te 2390 Malle ( ON 0404.641.636) aan te duiden voor de levering van een Primeplan module en 7 prikklokken met installatie en tewerkstelling van een test server volgens haar offerte van 49.421,72€ (BTW inbegrepen);

### **Artikel 3:**

De uitgave van 49.421,72 € op het begrotingsartikel 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Artikel 4:**

Deze opdracht met een lening te financieren.

### **Artikel 5:**

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.



**intérieur de la tribune et vestiaires le long du terrain de football n° 4: Lot 1:  
Architecture: Achèvement des finitions intérieures Lot 2: Techniques spéciales.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Vu le souhait des clubs d'achever les vestiaires en-dessous de la tribune Saint-Vincent, dont uniquement le gros-oeuvre fermé a été exécuté;

Considérant qu'afin d'offrir aux joueurs de football 4 vestiaires avec douches supplémentaires ainsi que des vestiaires pour arbitres et des locaux de rangement, il y a lieu de terminer les techniques spéciales et les finitions intérieures de ces locaux;

Proposition de lancer un marché de travaux à la tribune Saint-Vincent: Aménagement intérieur de la tribune et vestiaires le long du terrain de football n° 4.

Vu le cahier des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif des travaux projetés;

Vu l'estimation totale de ce marché de 490.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 165.000,00€ est prévu à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 **pour le lot 1**;

Considérant qu'un crédit de 325.000,00€ est prévu à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 **pour le lot 2**;

Considérant qu'un subside sera demandé et inscrit au "Plan pluriannuel d'investissement en Infrastructures sportives communales" auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux";

Considérant que ce subside de 294.000,00€ (TVA Comprise) (60% du montant) sera inscrit à l'article budgétaire 76402/665-52 du budget extraordinaire pour l'exercice 2018 après approbation de la modification budgétaire;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publication préalable au Bulletin des Adjudications;

Vu l'article 41 § 1, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1:**

De demander des subsides régionaux auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux dans le cadre du "Plan pluriannuel d'investissement en Infrastructures sportives communales".

**Article 2:**

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif pour les travaux à la tribune Saint-Vincent: Aménagement intérieur de la tribune et vestiaires le long du terrain de football n° 4.

**Article 3:**

De retenir la procédure négociée directe avec publication préalable (article 41 § 1, 2° de la loi du 17 juin 2016) comme procédure de passation du marché.

**Article 4:**

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

**Article 5:**

De comptabiliser la dépense de 165.000,00€ à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 **pour le lot 1.**

**Article 6:**

De comptabiliser la dépense de 325.000,00€ à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 **pour le lot 2.**

**Article 7:**

De financer ces travaux par emprunt (196.000,00€) et pas subsides (294.000,00€) après approbation de la modification budgétaire.

**Article 8:**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de tribune Sint-Vincentius:  
Binneninrichting van de tribune en vestiaires langs het voetbalveld nr. 4: Perceel 1:  
Architectuur: Afwerking van de binneninrichting Perceel 2: Speciale Technieken.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Gezien de wens van de clubs om de vestiaires onder de tribune Sint-Vincentius, waarvan enkel de gesloten ruwbouw uitgevoerd werd, af te werken;

Overwegende dat ten einde de voetbalspelers 4 bijkomende vestiaires met douches, alsook vestiaires voor scheidsrechters en berglokelen te kunnen aanbieden, het nodig is de speciale technieken en de binnenafwerkingen van deze lokalen te voltooien;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de tribune Sint-Vincentius: Binneninrichting van de tribune en vestiaires langs het voetbalveld nr. 4.

Gezien het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag van de geplande werken;

Gezien de totale raming van deze opdracht van 490.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 165.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 **voor perceel 1;**

Overwegende dat een krediet van 325.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 **voor perceel 2;**

Overwegende dat een subsidie gevraagd en ingeschreven werd in het "Gewestelijk Meerjarenplan voor gemeentelijke sportinfrastructuren" bij Brussel Plaatselijke Besturen;

Overwegende dat deze subsidie van 294.000,00€ (BTW Inbegrepen) (60% van het bedrag) ingeschreven zal worden op het begrotingsartikel 76402/665-52 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2018 na goedkeuring van de budgetwijziging;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op artikel 41§ 1, 2° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT:**

**Artikel 1:**

Gewestelijk subsidies aan te vragen bij Brussel Plaatselijke Besturen in het kader van het "Gewestelijk Meerjarenplan voor gemeentelijke sportinfrastructures".

**Artikel 2:**

Het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag voor de tribune Sint-Vincentius: Binneninrichting van de tribune en vestiaires langs het voetbalveld nr. 4 aan te nemen.

**Artikel 3:**

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking (artikel 41§ 1, 2° van de wet van 17 juni 2016) als plaatsingsprocedure te weerhouden.

**Artikel 4:**

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.

**Artikel 5:**

De uitgave van 165.000,00€ op het begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 **voor perceel 1** te boeken.

**Artikel 6:**

De uitgave van 325.000,00€ op het begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 **voor perceel 2** te boeken.

**Artikel 7:**

Deze werken met een lening (196.000,00€) en een subsidie (294.000,00€) te financieren na goedkeuring van de budgetwijziging.

**Artikel 8:**

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0022 **Marchés Publics – Application de l’article 234 paragraphe 3 NLC - Information**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d’attribution des marchés des dossiers suivants :

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de panneaux et de bois de finition pour le bâtiment N.R.E.**

Montant estimatif: 9.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 069 – Collège du 05.09.2017

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériel électrique.**

**Lot 1 : Matériel de bureau**

**Lot 2 : Matériel sonore**

**Lot 3 : Ventilation**

**Lot 4 : Matériel de cuisine**

Montant estimatif et comptabilisation:

Article budgétaire 104/744-98 : 150,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 300/744-51 : 500,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 300/744-98 : 360,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 700/744-51 : 800,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 700/744-98 : 2.195,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 844/744-98 : 120,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Total : 4.125,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 042 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour l'achat de mobilier et d'équipement spécifique aux crèches:**

**Lot 1: Mobilier, matériel éducatif et de puériculture**

**Lot 2: Matériel de cuisine et repas.**

Montant estimatif:

Lot 1: 16.555,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 4.100,00€ (TVA Comprise)

Total: 20.655,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

Lot 1: Article budgétaire 844/744-98 - Exercice 2017

Lot 2: Article budgétaire 844/741-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 043 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour l'installation d'une nouvelle cuisine collective à l'école Everheide - Augmentation du montant estimatif.**

Montant estimatif: 90.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 045 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions d'un marché de fourniture de matériel photographique pour le Musée du Moulin.**

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 771/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt  
Point 051 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de portes et de bois de finition pour le bâtiment sis rue Dupont 167.**

Montant estimatif: 4.800,00€ (TVA Comprise)  
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017  
Financement: Emprunt  
Point 052 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'outillage et de matériel pour la Régie des Travaux.**

Montant estimatif: 15.000,00€ (TVA Comprise)  
Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-98 - Exercice 2017  
Financement: Emprunt  
Point 053 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour les travaux de maintenance à l'immeuble situé Square Hoedemaekers 8 à 1140 Bruxelles.**

Montant estimatif: 94.000,00€ (TVA Comprise)  
Comptabilisation: Article budgétaire 243-01 - Exercice 2017 Régie Foncière  
Financement: Autofinancement.  
Point 054 – Collège du 26.09.2017

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de panneaux et de bois de finition pour le bâtiment N.R.E.**

Montant estimatif: 9.000,00€ (TVA Comprise)  
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017  
Financement: Emprunt  
Point 069 – Collège du 05.09.2017

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériel électrique.**

**Lot 1 : Matériel de bureau**

**Lot 2 : Matériel sonore**

**Lot 3 : Ventilation**

**Lot 4 : Matériel de cuisine**

Montant estimatif et comptabilisation:

Article budgétaire 104/744-98 :	150,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017
Article budgétaire 300/744-51 :	500,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017
Article budgétaire 300/744-98 :	360,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017
Article budgétaire 700/744-51 :	800,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017
Article budgétaire 700/744-98 :	2.195,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017

Article budgétaire 844/744-98 : 120,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017  
Total : 4.125,00€ (TVA Comprise) - Exercice 2017  
Financement: Emprunt  
Point 042 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour l'achat de mobilier et d'équipement spécifique aux crèches:**

**Lot 1: Mobilier, matériel éducatif et de puériculture**

**Lot 2: Matériel de cuisine et repas.**

Montant estimatif:

Lot 1: 16.555,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 4.100,00€ (TVA Comprise)

Total: 20.655,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

Lot 1: Article budgétaire 844/744-98 - Exercice 2017

Lot 2: Article budgétaire 844/741-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 043 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour l'installation d'une nouvelle cuisine collective à l'école Everheide - Augmentation du montant estimatif.**

Montant estimatif: 90.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 045 – Collège du 12.09.2017

**Fixation des conditions d'un marché de fourniture de matériel photographique pour le Musée du Moulin.**

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 771/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 051 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de portes et de bois de finition pour le bâtiment sis rue Dupont 167.**

Montant estimatif: 4.800,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 052 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'outillage et de matériel pour la Régie des Travaux.**

Montant estimatif: 15.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-98 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point 053 – Collège du 26.09.2017

**Fixation des conditions du marché pour les travaux de maintenance à l'immeuble situé Square Hoedemaekers 8 à 1140 Bruxelles.**

Montant estimatif: 94.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 243-01 - Exercice 2017 Régie Foncière  
Financement: Autofinancement.  
Point 054 – Collège du 26.09.2017

Le Conseil prend connaissance.

---

**Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 paragraaf 3 NGW – Informatie.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers :

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van panelen en afwerkingshout voor het gebouw N.R.E.**

Ramend bedrag: 9.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 069 – College dd. 05.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van elektrisch materieel.**

**Perceel 1 : Bureaumaterieel**

**Perceel 2 : Geluidsinstallatie**

**Perceel 3 : Ventilatie**

**Perceel 4 : Keukenmaterieel**

Ramend bedrag en boeking:

Begrotingsartikel 104/744-98 : 150,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Begrotingsartikel 300/744-51 : 500,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Begrotingsartikel 300/744-98 : 360,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Begrotingsartikel 700/744-51 : 800,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Begrotingsartikel 700/744-98 : 2.195,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Begrotingsartikel 844/744-98 : 120,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Totaal : 4.125,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 042 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van meubilair en uitrustingsmaterieel voor de kinderkribben:**

**Perceel 1: Meubilair, educatief materieel en kinderverzorgingsmaterieel**

**Perceel 2: Keuken- en eetmaterieel.**

Ramend bedrag:

Perceel 1: 16.555,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2: 4.100,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 20.655,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

Perceel 1: Begrotingsartikel 844/744-98 - Dienstjaar 2017

Perceel 2: Begrotingsartikel 844/741-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening



Punt 043 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van een nieuwe collectieve keuken in de school Everheide – Verhoging van het ramend bedrag.**

Ramend bedrag: 90.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 045 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van fotomaterieel voor het Museum van de Molen.**

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 771/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 051 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van deuren en afwerkingshout voor het gebouw gelegen Dupontstraat 167.**

Ramend bedrag: 4.800,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 052 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van uitrusting en materieel voor de Regie der Werken.**

Ramend bedrag: 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/744-98 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 053 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de onderhoudswerken aan het gebouw gelegen Hoedemaekerssquare 8 te 1140 Brussel.**

Ramend bedrag: 94.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 243-01 - Dienstjaar 2017 Grondbedrijf

Financiering: AutoFinanciering.

Punt 054 – College dd. 26.09.2017

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers :

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van panelen en afwerkingshout voor het gebouw N.R.E.**

Ramend bedrag: 9.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 069 – College dd. 05.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van elektrisch materieel.**

**Perceel 1 : Bureaumaterieel**

**Perceel 2 : Geluidsinstallatie**

**Perceel 3 : Ventilatie**

**Perceel 4 : Keukenmaterieel**

Ramend bedrag en boeking:

Begrotingsartikel 104/744-98 :	150,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Begrotingsartikel 300/744-51 :	500,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Begrotingsartikel 300/744-98 :	360,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Begrotingsartikel 700/744-51 :	800,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Begrotingsartikel 700/744-98 :	2.195,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Begrotingsartikel 844/744-98 :	<u>120,00€</u> (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017
Totaal :	4.125,00€ (BTW Inbegrepen) - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 042 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van meubilair en uitrustingsmaterieel voor de kinderkribben:**

**Perceel 1: Meubilair, educatief materieel en kinderverzorgingsmaterieel**

**Perceel 2: Keuken- en eetmaterieel.**

Ramend bedrag:

Perceel 1: 16.555,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2: 4.100,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 20.655,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

Perceel 1: Begrotingsartikel 844/744-98 - Dienstjaar 2017

Perceel 2: Begrotingsartikel 844/741-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 043 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van een nieuwe collectieve keuken in de school Everheide – Verhoging van het ramend bedrag.**

Ramend bedrag: 90.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 045 – College dd. 12.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van fotomaterieel voor het Museum van de Molen.**

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 771/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt 051 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van deuren en afwerkingshout voor het gebouw gelegen Dupontstraat 167.**

Ramend bedrag: 4.800,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening  
Punt 052 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van uitrusting en materieel voor de Regie der Werken.**

Ramend bedrag: 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)  
Boeking: Begrotingsartikel 138/744-98 - Dienstjaar 2017  
Financiering: Lening  
Punt 053 – College dd. 26.09.2017

**Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de onderhoudswerken aan het gebouw gelegen Hoedemaekerssquare 8 te 1140 Brussel.**

Ramend bedrag: 94.000,00€ (BTW Inbegrepen)  
Boeking: Begrotingsartikel 243-01 - Dienstjaar 2017 Grondbedrijf  
Financiering: AutoFinanciering.  
Punt 054 – College dd. 26.09.2017

De Raad neemt kennis.

26.10.2017/A/0023 **Fixation des conditions d'un marché de travaux pour la fourniture, le placement et la maintenance de systèmes anti-intrusion dans les bâtiments communaux.**

**LE CONSEIL**, réuni en séance publique,

Considérant que nos centrales anti-intrusion et leurs systèmes sont dépassés, hors-service et ne peuvent plus être réparés;

Considérant que les nouvelles centrales seront connectées à un ordinateur pour la gestion des badges et le contrôle des accès en dehors des heures d'ouverture;

Considérant que le système permettra d'avoir un badge personnel et d'éviter de transmettre son code;

Proposition de lancer un marché de travaux pour le remplacement et la maintenance des systèmes anti-intrusion dans les bâtiments communaux;

Vu le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif des travaux projetés;

Vu l'estimation totale de ce marché de 252.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 35.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 36.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 30052/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 8.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 72152/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 52.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 72252/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 9.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 72252/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 35.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 73452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 23.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 76452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 7.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 77152/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 36.500,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un montant de 5.800,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 13752/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 1.610,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 30052/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 920,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 72152/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 2.300,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 7223252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 1.610,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 7223352/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 7223452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 7223552/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 73452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 1.840,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 76252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 1.150,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 76452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 76652/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 77152/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 920,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 77352/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 690,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8443652/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8443752/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 460,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8443852/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article

budgétaire 8443952/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8444052/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8444252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8444752/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 8444852/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant qu'un montant de 230,00€ (TVA Comprise) sera prévu à l'article budgétaire 87852/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques relatif à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 al. 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE:**

**Article 1:**

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif pour le remplacement et la maintenance des systèmes anti-intrusion dans les bâtiments communaux.

**Article 2:**

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3:**

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

**Article 4:**

De comptabiliser la dépense de 35.000,00€ à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 5:**

De comptabiliser la dépense de 36.500,00€ à l'article budgétaire 30052/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 6:**

De comptabiliser la dépense de 8.500,00€ à l'article budgétaire 72152/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 7:**

De comptabiliser la dépense de 52.500,00€ à l'article budgétaire 72252/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 8:**

De comptabiliser la dépense de 9.500,00€ à l'article budgétaire 72252/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 9:**

De comptabiliser la dépense de 35.500,00€ à l'article budgétaire 73452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 10:**

De comptabiliser la dépense de 23.000,00€ à l'article budgétaire 76452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 11:**

De comptabiliser la dépense de 7.500,00€ à l'article budgétaire 77152/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 12:**

De comptabiliser la dépense de 7.500,00€ à l'article budgétaire 77352/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 13:**

De comptabiliser la dépense de 36.500,00€ à l'article budgétaire 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

**Article 14 :**

De prévoir un montant de 5.750,00 € à l'article budgétaire 13752/125-06 du budget ordinaire des exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 15:**

De prévoir un montant de 1.610,00€ à l'article budgétaire 30052/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 16:**

De prévoir un montant de 920,00€ à l'article budgétaire 72152/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 17:**

De prévoir un montant de 2.300,00€ à l'article budgétaire 7223252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 18:**

De prévoir un montant de 1.610,00€ à l'article budgétaire 7223352/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 19:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 7223452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 20:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 7223552/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 21:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 73452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 22:**

De prévoir un montant de 1.840,00€ à l'article budgétaire 76252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.



**Article 23:**

De prévoir un montant de 1.150,00€ à l'article budgétaire 76452/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 24:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 76652/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 25:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 77152/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 26:**

De prévoir un montant de 920,00€ à l'article budgétaire 77352/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 27:**

De prévoir un montant de 690,00€ à l'article budgétaire 8443652/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 28:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 8443752/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 29:**

De prévoir un montant de 460,00€ à l'article budgétaire 8443852/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 30:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 8443952/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 31:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 8444052/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 32:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 8444252/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 33:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 8444752/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 34:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 844482/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 35:**

De prévoir un montant de 230,00€ à l'article budgétaire 87852/125-06 du budget ordinaire pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 pour la maintenance du système, sous réserve d'approbation des budgets 2018, 2019, 2020 et 2021.

**Article 36:**

De financer le marché par emprunt.

**Article 37:**

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van werken voor de levering, plaatsing en onderhoud van anti-inbraaksystemen in de gemeentelijke gebouwen.**

**DE RAAD**, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat onze anti-inbraakcentrales en hun systemen verouderd zijn en buiten dienst zijn en dat ze niet meer hersteld kunnen worden;

Overwegende dat de nieuwe centrales op een computer aangesloten zullen worden voor het beheer van de badges en om de toegang buiten de openingsuren te kunnen controleren;

Overwegende dat het systeem het mogelijk zal maken om een eigen badge te hebben en om te voorkomen dat de codes worden doorgegeven;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de vervanging en het onderhoud van de antiinbraaksystemen in de gemeentelijke gebouwen;

Gezien het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag van de geplande werken;

Gezien de totale raming van deze opdracht van 252.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 35.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 36.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 30052/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 8.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 72152/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 52.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 72252/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 9.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 72252/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 35.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 73452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 23.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 76452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 7.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 77152/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 36.500,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien is op het begrotingsartikel 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een bedrag van 5.800,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 13752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 1.610,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 30052/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 920,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 72152/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 2.300,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 7223252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud

van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 1.610,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 7223352/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 7223452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 7223552/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 73452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 1.840,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 76252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat een bedrag van 1.150,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 76452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 76652/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 77152/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 920,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 77352/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 690,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8443652/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8443752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 460,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8443852/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8443952/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8444052/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8444252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8444752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 8444852/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat een bedrag van 230,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 87852/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2017, 2018, 2019 en 2020 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere

wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1 :**

Het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag voor de vervanging en het onderhoud van de anti-inbraaksystemen in de gemeentelijke gebouwen aan te nemen.

### **Artikel 2 :**

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze te selecteren.

### **Artikel 3 :**

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.

### **Artikel 4 :**

De uitgave van 35.000,00€ op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Article 5:**

De uitgave van 36.500,00€ op het begrotingsartikel 30052/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Article 6:**

De uitgave van 8.500,00€ op het begrotingsartikel 72152/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Article 7:**

De uitgave van 52.500,00€ op het begrotingsartikel 72252/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Article 8:**

De uitgave van 9.500,00€ op het begrotingsartikel 72252/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

### **Article 9:**

De uitgave van 35.500,00€ op het begrotingsartikel 73452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Article 10:**

De uitgave van 23.000,00€ op het begrotingsartikel 76452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Article 11:**

De uitgave van 7.500,00€ op het begrotingsartikel 77152/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Article 12**

De uitgave van 7.500,00€ op het begrotingsartikel 77352/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Article 13:**

De uitgave van 36.500,00€ op het begrotingsartikel 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

**Article 14:**

Een bedrag van 5.750,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 13752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 15:**

Een bedrag van 1.610,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 30052/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 16:**

Een bedrag van 920,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 72152/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 17:**

Een bedrag van 2.300,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 7223252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 18:**

Een bedrag van 1.610,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 7223352/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 19:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 7223452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 20:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 7223552/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 21:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 73452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 22:**

Een bedrag van 1.840,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 76252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 23:**

Een bedrag van 1.150,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 76452/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 24:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 76652/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 25:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 77152/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 26:**

Een bedrag van 920,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 77352/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 27:**

Een bedrag van 690,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8443652/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018,



2019, 2020 en 2021.

**Article 28:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8443752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 29:**

Een bedrag van 460,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8443852/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 30:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8443952/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 31:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8444052/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 32:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8444252/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 33:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 8444752/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 34:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 844482/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Article 35:**

Een bedrag van 230,00€ te voorzien op het begrotingsartikel 87852/125-06 van de gewone begroting voor de dienstjaren 2018, 2019, 2020 en 2021 voor het onderhoud van het systeem, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2018, 2019, 2020 en 2021.

**Artikel 36:**

De opdracht te financieren met een lening.

**Artikel 37:**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht in tweevoud aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

**SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL**

26.10.2017/A/0024 **Conditions d'accès à la fonction de directeur d'école au sein des écoles fondamentales francophones.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu la décision du Conseil du 25.03.2010 relative aux conditions d'accès à la fonction de directeur d'école au sein des écoles fondamentales francophones ;

Considérant qu'il convient de modifier les conditions d'accès à la fonction de directeur d'école ;

Vu la réunion de la Commission paritaire locale du 26.09.2017 et l'avis qui en résulte ;

Vu les articles 117, 118 et 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 6, §2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De fixer les conditions d'accès à la fonction de directeur d'école au sein des écoles fondamentales francophones comme suit :

1. Conditions générales décrétales

**Palier 1** (Art. 57 du Décret du 2 février 2007)

- Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du Pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du Décret du 6 juin 1994. Cette ancienneté doit être acquise au niveau fondamental.
- Etre titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le Pouvoir organisateur concerné.
- Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du Décret du 2 février 2007.
- Avoir répondu à cet appel aux candidats.
- Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, §1 et 18, §2 du décret du 2 février 2007.

## **Palier 2** (Art. 58 du Décret du 2 février 2007)

- Soit remplir toutes les conditions du palier 1 à l'exception des deux dernières (avoir répondu à l'appel aux candidats et être titulaire de trois attestations de réussite).
- Soit remplir toutes les conditions du palier 1 au sein d'un autre pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné, à l'exception de l'avant-dernière (avoir répondu à l'appel aux candidats).

## 2. Conditions complémentaires

1. Réussir l'examen dont le programme est fixé par l'article 2 de cette délibération ;
2. Le lauréat du concours sera désigné en qualité de directeur stagiaire par le Conseil communal pour une durée de deux ans. Après un an, une évaluation est établie. Chaque évaluation est suivie d'un entretien avec la personne concernée qui peut y ajouter ses commentaires.

L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

- "favorable"
- "réservée"
- "défavorable"

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante est soit « favorable » soit « défavorable ».

Les hypothèses suivantes peuvent se produire :

Fin de la 1 <sup>e</sup> année de stage	Fin de la 2 <sup>e</sup> année de stage	
Mention « favorable »	Mention « favorable »	Nomination définitive (sauf prolongation d'un an à la demande du directeur)
Mention « favorable »	Mention « défavorable »	Fin d'office du stage
Mention « favorable »	Mention « réservée »	Nouvelle évaluation après six mois - favorable : nomination définitive ou prolongation d'un an à la demande du directeur stagiaire) - défavorable : fin d'office du stage
Mention « réservée »	Mention « favorable »	Nomination définitive (sauf prolongation d'un an à la demande du directeur)
Mention « réservée »	Mention « défavorable »	Fin d'office du stage
Mention « défavorable »		Fin d'office du stage

Le directeur qui a donné satisfaction pendant cette désignation stagiaire, est nommé à titre définitif si sa dernière évaluation est favorable et qu'il est titulaire des 5 attestations de réussite des modules de formation telles que prévues par les articles 17, §1 et 18, §1 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période de désignation stagiaire, il reste titulaire de l'emploi dans lequel il a été nommé définitivement.

### **Article 2 :**

Le programme de l'examen se divise en 3 épreuves distinctes :

#### 1. Epreuve 1 : durée maximale 4 heures

Epreuve écrite consistant soit en un résumé et un commentaire critique d'une conférence ou d'un article sur un sujet lié à une problématique de l'enseignement au sens large, soit en une résolution d'un cas pratique en relation avec l'emploi de directeur d'école.

Cette épreuve aboutit à une mention favorable/défavorable et n'est pas éliminatoire.

#### 2) Epreuve 2 : durée maximale 2 heures

Epreuve écrite sur :

- la législation relative à l'enseignement fondamental subventionné
- la nouvelle loi communale
- la gestion scolaire, y compris l'organisation de l'école
- les aspects pédagogiques liés à la vie scolaire et à la fonction de directeur d'école
- la capacité d'évaluer l'équipe éducative et tout autre personnel de l'école

Cette épreuve aboutit à une mention favorable/défavorable et n'est pas éliminatoire.

### 3. Epreuve 3 :

L'accès à cette épreuve peut être subordonné, sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, à la présentation d'épreuves psychotechniques organisées par une institution désignée par celle-ci.

Entretien sur des questions relatives à des matières spécifiques à l'emploi de directeur d'école et sur toutes questions d'ordre professionnel susceptibles de faire apprécier la capacité de direction et de management des candidats, ainsi que sur des questions permettant de cerner la personnalité et la motivation des candidats.

Cette épreuve aboutit à une mention favorable/défavorable et n'est pas éliminatoire.

A LA FIN DES TROIS EPREUVES LE CANDIDAT EST DECLARE "APTE" OU "INAPTE". SUR BASE DES COMMENTAIRES EXPLICATIFS ECRITS DE L'EXAMEN DE CHAQUE CANDIDAT, LE CONSEIL DESIGNERA LE NOUVEAU DIRECTEUR CONFORMEMENT AU DECRET DU 2 FEVRIER 2007.

### **Article 3** :

Le jury est désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins et qu'il se compose de la manière suivante:

1. les membres ayant voix délibérative, à savoir :
  - un membre du Collège des Bourgmestre et Echevins,
  - le secrétaire communal et/ou les personnes qu'il désigne,
  - 2 experts minimum ne faisant pas partie de l'administration.
2. les membres ayant voix consultative, à savoir 3 conseillers communaux désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ils ne sont pas présents lors de la délibération sur les candidatures par le jury.

### **Article 4**

L'évaluation du directeur stagiaire est confiée à un évaluateur principal interne, qui peut demander avis auprès des évaluateurs externes.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne l'évaluateur interne principal et les évaluateurs externes.

### **Article 5** :

Que s'il y a lieu de constituer une réserve de recrutement pour ladite fonction, la durée de validité de cette réserve est limitée au 31 décembre de la troisième année civile qui suit la date de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins fixant les résultats de l'examen.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut prolonger annuellement la durée de la réserve jusqu'au 31 décembre de la quatrième année qui suit la date de délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins sur les résultats de l'examen, soit de sa propre initiative, soit sur base d'une demande écrite émanant d'une des personnes classées dans ladite réserve.

**Article 6 :**

D'abroger la délibération du Conseil communal du 25.03.2010 à partir du 01.11.2017.

**Article 7 :**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Aanwervingsvoorwaarden voor de functie van schooldirecteur in de Franstalige basisscholen.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

Gelet op de beraadslaging d.d. 25.03.2010 betreffende de aanwervingsvoorwaarden voor de functie van schooldirecteur in de Franstalige basisscholen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de aanwervingsvoorwaarden voor de functie van schooldirecteur te veranderen;

Gelet op de vergadering van de Copaloc van 26.09.2017 en het daaruit voortvloeiend advies;

Gelet op de artikelen 117, 118 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 §2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De aanwervingsvoorwaarden tot de functie van schooldirecteur in de Franstalige basisscholen als volgt vast te stellen :

1. Algemene decretale voorwaarden

**Situatie 1** (art. 57 van het decreet van 2 februari 2007)

- Een dienstanciënniteit van zeven jaar binnen de inrichtende macht verworven hebben in één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere modaliteiten bepaald in artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994. Deze anciënniteit moet zijn verworven op basisniveau;
- Titularis zijn in vast verband van een ambt dat ten minste de helft van het minimum aantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan uit te maken in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs;
- Eén of meer ambten in vast verband uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007;
- De oproep tot kandidaten beantwoordt hebben ;
- De attesten van slagen voor ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1, en 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 voorafgaandelijk behaald hebben.

### **Situatie 2** (art. 58 van het decreet van 2 februari 2007)

- Ofwel aan alle voorwaarden van situatie 1, met uitzondering van de laatste twee voorwaarden (de oproep tot kandidaten beantwoordt hebben en drie attesten behaald hebben), voldoen.
- Ofwel aan alle voorwaarden van situatie 1 binnen een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht, met uitzondering van de voorlaatste voorwaarde (de oproep tot kandidaten beantwoordt hebben), voldoen.

### 2. Bijkomende voorwaarden

1. Slagen voor het examen waarvan het programma is vastgelegd in artikel 2 van deze beraadslaging.
2. De laureaat van het examen wordt aangeduid door de gemeenteraad als stagedoende directeur voor een periode van twee jaar. Na een jaar wordt een evaluatie opgesteld. Elke evaluatie wordt gevolgd door een gesprek met de betrokken persoon, die zijn opmerkingen eraan mag toevoegen.

De evaluatie leidt tot de toekenning van één van de volgende vermeldingen:

- ‘gunstig’
- ‘onder voorbehoud’
- ‘ongunstig’

Wanneer de evaluatie leidt tot de toekenning van de vermelding ‘onder voorbehoud’, is de vermelding van de volgende evaluatie ofwel ‘gunstig’ ofwel ‘ongunstig’.

De volgende gevallen kunnen zich voordoen:

Einde van het eerste stagejaar	Einde van het tweede stagejaar	
Vermelding 'gunstig'	Vermelding 'gunstig'	Benoeming in vast verband (bepaling van de verlenging van de stage met een goedkeuring van de stagedoende directeur)
Vermelding 'gunstig'	Vermelding 'ongunstig'	Beëindiging van de stage van ambtswege
Vermelding 'gunstig'	Vermelding 'onder voorbehoud'	Nieuwe evaluatie na zes maanden - 'gunstig': benoeming in vast verband (behalve bij verlenging van de stage met een goedkeuring van de stagedoende directeur) - 'ongunstig': beëindiging van de stage van ambtswege
Vermelding 'onder voorbehoud'	Vermelding 'gunstig'	Benoeming in vast verband (bepaling van de verlenging van de stage met een goedkeuring van de stagedoende directeur)
Vermelding 'onder voorbehoud'	Vermelding 'ongunstig'	Beëindiging van de stage van ambtswege
Vermelding 'ongunstig'		Beëindiging van de stage van ambtswege

De directeur die tijdens zijn stage voldoening gegeven heeft, wordt in vast verband benoemd indien zijn laatste evaluatie gunstig is en indien hij titularis is van vijf attesten van slagen voor de opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1, en 18, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Gedurende de stageperiode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

### **Artikel 2 :**

Het examenprogramma splitst zich in 3 onderscheiden proeven op:

1. Proef 1: maximale duur : 4uren

Schriftelijke proef bestaande uit ofwel een samenvatting en een kritische bespreking van een voordracht of een artikel over een onderwerp in verband met een onderwijsaangelegenheid in de brede zin, ofwel een oplossing van een praktijkgeval in verband met de functie van schooldirecteur.

Deze proef leidt tot de toekenning van een vermelding 'gunstig' of 'ongunstig' en is niet eliminerend.

2) Proef 2: maximale duur : 2 uren

Schriftelijke proef over:

- de wetgeving betreffende het gesubsidieerd basisonderwijs;



- de nieuwe gemeentewet;
- het schoolbeheer, met inbegrip van de schoolorganisatie;
- de pedagogische aspecten verbonden aan het schoolleven en aan het ambt van schooldirecteur;
- de bekwaamheid om het educatieve team en het overige schoolpersoneel te evalueren.

Deze proef leidt tot de toekenning van een vermelding ‘gunstig’ of ‘ongunstig’ en is niet eliminerend.

### 3. Proef 3:

De toegang tot deze proef kan, na een beslissing van het college van burgemeester en schepenen, onderworpen worden aan het afleggen van psychotechnische proeven, die georganiseerd worden door een hiertoe aangewezen instelling.

Gesprek over aangelegenheden die specifiek verband houden met de functie van schooldirecteur en over allerlei professionele aangelegenheden om de management- en leidinggevende bekwaamheden van de kandidaten te beoordelen alsook over aangelegenheden om de persoonlijkheid en de motivatie van de kandidaten te vatten.

Deze proef leidt tot de toekenning van een vermelding ‘gunstig’ of ‘ongunstig’ en is niet eliminerend.

NA DE DRIE PROEVEN WORDT DE KANDIDAAT ‘GESCHIKT’ OF ‘ONGESCHIKT’ VERKLAARD. OP BASIS VAN DE SCHRIFTELIJKE VERKLARENDE TOELICHTINGEN BIJ HET EXAMEN VAN ELKE KANDIDAAT, DUIDT DE RAAD DE NIEUWE DIRECTEUR AAN OVEREENKOMSTIG HET DECREET VAN 2 FEBRUARI 2007.

### **Artikel 3 :**

De jury wordt als volgt samengesteld en wordt door het College van Burgemeester en Schepenen aangeduid:

1. de juryleden met beraadslagende stem, te weten:
  - een lid van het college van burgemeester en schepenen;
  - de gemeentesecretaris en/of de personen die door hem aangewezen worden;
  - minimaal 2 deskundigen die geen deel uitmaken van het bestuur;
2. de juryleden met raadgevende stem, te weten drie gemeenteraadsleden die door het college van burgemeester en schepenen aangewezen worden. Ze zijn niet aanwezig tijdens de beraadslaging van de jury over de kandidaturen.

**Artikel 4 :**

De evaluatie van de stagedoende directeur wordt toevertrouwd aan een interne hoofdevaluator, die advies kan vragen aan externe evaluatoren.

Het college van burgemeester en schepenen stelt de interne hoofdevaluator en de externe evaluatoren aan.

**Artikel 5:**

Indien voor de betreffende functie een wervingsreserve dient aangelegd te worden, is de geldigheidsduur van die reserve beperkt tot 31 december van het derde kalenderjaar dat volgt op de datum van de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen waarbij de resultaten van het examen vastgesteld zijn.

Het college van burgemeester en schepenen kan, op eigen initiatief of na een schriftelijk verzoek van een van de personen gerangschikt in desbetreffende reserve, jaarlijks de geldigheidsduur van de reserve verlengen tot 31 december van het vierde jaar dat volgt op de datum van de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen waarbij de resultaten van het examen vastgesteld zijn.

**Artikel 6 :**

De beraadslaging van de gemeenteraad van 25.03.2010 op te heffen vanaf 01.11.2017.

**Artikel 7 :**

Deze beslissing aan de toezichhoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0025 **Personnel communal. Règlement relatif à l'intervention de la commune dans certains frais de transport des membres de son personnel**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 145 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'A.R. du 01.10.1975 fixant les dispositions générales relatives à l'intervention des provinces, des communes, des agglomérations de communes et des fédérations de communes dans certains frais de transport des membres de leur personnel;

Vu l'A.R. du 03.05.2007 portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'Etat et certains organismes publics fédéraux;

Vu l'A.R. du 13.07.2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, particulièrement son article 76;

Vu la délibération du conseil communal du 26.11.2015 réglant l'intervention de la

commune dans certains frais de transport des membres du personnel communal;

Vu la nécessité de promouvoir la mobilité douce par le remboursement à 100% des frais de transport;

Vu la négociation syndicale et le protocole en résultant;

Vu l'article 6, §2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**D'adopter le règlement suivant à partir du 01.01.2018.**

**CHAPITRE 1 : DROIT A L'INTERVENTION**

***Section 1 : Champ d'application***

**Article 1<sup>er</sup>** :

Le règlement s'applique aux membres du personnel communal, à l'exception du personnel enseignant, du personnel engagé dans les liens d'un contrat d'étudiant, dans les liens d'un contrat conclu en application de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

**Article 2** :

Une intervention sera accordée aux membres du personnel pour les déplacements effectués régulièrement à pied, au moyen d'un transport en commun public ou d'une bicyclette de la résidence au lieu de travail et inversement.

***Section 2 : Transports en commun par chemin de fer, MTB, De Lijn et Tec***

**Article 3** :

**L'intervention de l'employeur est fixée à 100% du prix de l'abonnement pour les transports organisés par la S.N.C.B, De Lijn, la Tec et les abonnements MTB à partir du 01.01.2018 ou de la date d'échéance de l'abonnement en cours.**

***Section 3 : Transports en commun STIB***

**Article 4** :

**L'abonnement STIB est pris en charge à concurrence de 100% par l'employeur à partir du 01.01.2018 ou de la date d'échéance de l'abonnement en cours.**

***Section 4 : Indemnité pour l'utilisation de la bicyclette***

**Article 5** :

§1<sup>er</sup>. Le membre du personnel qui utilise une bicyclette (y compris Villo) afin de se rendre à son lieu de travail a droit à une intervention égale à **0,20€** par kilomètre à **100% (indice-pivot 138,01) soumis aux fluctuations de l'index**. Est assimilé à une bicyclette, un fauteuil roulant, **un vélo électrique si le moteur fournit seulement une**

**aide au pédalage jusqu'à 25km/h** ou un autre moyen de transport léger non motorisé.

~~§2. — L'octroi de l'intervention est réservé aux membres du personnel qui justifient l'usage de la bicyclette pendant au moins 10 jours ouvrables par mois pris en considération.~~

### ***Section 5 : Prime piéton***

#### **Article 6 :**

**§1<sup>er</sup>. Le membre du personnel qui se rend au travail à pied, pour la totalité du trajet bénéficie d'une intervention égale à 0,20€ par kilomètre à 100 % (indice-pivot 138,01) soumis aux fluctuations de l'index.**

~~§ 2 . L'indemnité liée au déplacement ne peut pas être cumulée avec une intervention SNCB ou MTB ni avec l'intervention liée à l'utilisation de la bicyclette.~~

**La prime piéton est fiscalisée tant au niveau de l'ONSS que du précompte professionnel.**

~~§ 3 . L'octroi de l'intervention est réservé aux membres du personnel qui justifient cet usage pendant au moins 10 jours ouvrables par mois pris en considération.~~

## **CHAPITRE 2 : Modalités de l'intervention octroyée aux membres du personnel**

### **Article 7 :**

- ***Les abonnements STIB*** sont commandés par le Secteur Personnel en système de tiers payant et seront retirés par l'agent au front office dès que disponibles. En cas de cessation des fonctions de l'agent, il est mis fin à ces abonnements à la date de cessation des fonctions. Si l'agent ne dispose pas d'une carte MOBIB avec photo d'identité, une carte est commandée par le Secteur Personnel à charge de l'employeur. Chaque abonné devra charger sa carte d'abonnement via un automate de vente GO de la STIB. En cas de perte ou de vol de la carte MOBIB, l'agent se rendra dans une boutique STIB et prendre à sa charge la carte de remplacement.
- ***Pour les abonnements SNCB, MTB, De Lijn et Tec***, le membre du personnel remet son titre de transports en commun MENSUEL exclusivement au front-office qui propose le remboursement après chaque trimestre. Les titres de transport qui sont entrés tardivement (après le 1<sup>er</sup> mois suivant le trimestre concerné) ne donnent lieu à aucun remboursement.
- Les membres du personnel intéressés par ***l'indemnité pour l'utilisation de la bicyclette*** introduisent leur demande d'obtention de l'indemnité par le biais de la pointeuse et pour les non-pointeurs, auprès du front-office conformément au modèle repris en annexe. Ils communiquent également l'itinéraire détaillé et le nombre de kilomètres parcouru pour le trajet aller et retour. Il n'est pas nécessaire que le trajet soit le plus court, mais il doit être le plus indiqué pour la sécurité. Ce nombre de kilomètres, après acceptation par le collègue des Bourgmestre et Echevins, ne pourra être modifié, sauf en cas de force majeure.
- Les membres du personnel intéressés par ***la prime piéton*** introduisent leur demande d'obtention de l'indemnité ~~par le biais de la pointeuse et pour les non-pointeurs~~, auprès du front-office conformément au modèle repris en annexe. Ils

communiquent également l'itinéraire détaillé et le nombre de kilomètres parcouru pour le trajet aller et retour. Il n'est pas nécessaire que le trajet soit le plus court, mais il doit être le plus indiqué pour la sécurité. Ce nombre de kilomètres, après acceptation par le collège des Bourgmestre et Echevins, ne pourra être modifié, sauf en cas de force majeure.

**Article 2 :**

D'abroger à partir du 01.01.2018 le règlement relatif à l'intervention de la commune dans certains frais de transport des membres de son personnel tel qu'adopté par le Conseil communal du 26.11.2015.

**Article 3 :**

De conclure la convention ci-annexée entre la STIB et l'administration communale d'Evere à partir du 01.01.2018 afin de bénéficier du système de tiers-payant.

**Article 4 :**

De transmettre cette décision à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Gemeentepersoneel. Reglement betreffende de tegemoetkoming van de gemeente in bepaalde vervoerkosten van haar personeelsleden**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 01.10.1975 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de tegemoetkoming van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties van gemeenten en de federaties van gemeenten in sommige vervoerkosten van hun personeelsleden ;

Gelet op het koninklijk besluit van 03.05.2007 betreffende de tenlasteneming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen;

Gelet het koninklijk besluit van 13.07.2017 betreffende de vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, en in het bijzonder het artikel 76;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26.11.2015 tot regeling van de tegemoetkoming van de gemeente in bepaalde verplaatsingskosten van haar personeelsleden;

Gelet op de noodzaak om de zachte mobiliteit te bevorderen door de verplaatsingskosten voor 100% terug te betalen;

Gelet op het syndicaal overleg en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 6, §2, van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

**Het volgende reglement vanaf 1 januari 2018 aan te nemen.**

## **HOOFDSTUK 1 : RECHT OP TEGEMOETKOMING**

### ***Afdeling 1 : Toepassingsgebied***

**Artikel 1 :**

Het reglement is van toepassing op de gemeentelijke personeelsleden, met uitzondering van het onderwijzend personeel, het personeel aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor studenten, met een overeenkomst gesloten met toepassing van artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juli 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

**Artikel 2 :**

Aan de personeelsleden wordt een tegemoetkoming toegekend voor de regelmatig uitgevoerde verplaatsingen te voet, met de fiets of met het openbaar vervoer van de woonplaats naar de werkplaats en omgekeerd.

### ***Afdeling 2 : Openbaar vervoer met de trein, MTB, De Lijn en Tec***

**Artikel 3 :**

**De tegemoetkoming van de werkgever wordt vastgelegd op 100% van de prijs van het abonnement voor het vervoer georganiseerd door de NMBS, De Lijn, de Tec en de abonnementen MTB vanaf 01.01.2018 of de vervaldatum van het huidige abonnement.**

### ***Afdeling 3 : Openbaar vervoer met de MIVB***

**Artikel 4:**

**Het MIVB abonnement wordt voor 100% ten laste genomen door de werkgever vanaf 01.01.2018 of de vervaldatum van het huidige abonnement.**

### ***Afdeling 4 : Fietsvergoeding***

**Artikel 5 :**

§1. Het personeelslid dat een fiets (Villo inbegrepen) gebruikt om zich naar het werk te verplaatsen, heeft recht op een tegemoetkoming van **0,20 euro** per kilometer **aan 100 % (spilindex 138,01) onderhevig aan de schommelingen van het indexcijfer.** Wordt gelijkgesteld met een fiets, een rolstoel, **een elektrische fiets indien de motor slechts een hulp biedt tot 25km/u** of een ander licht, niet-gemotoriseerd vervoermiddel.

~~§2. De toekenning van de tegemoetkoming wordt voorbehouden voor de~~

~~personeelsleden die aantonen dat zij de fiets tijdens minstens tien werkdagen van de betrokken maand gebruiken.~~

#### *Afdeling 5 : Wandelvergoeding*

##### Artikel 6 :

**§1. Het personeelslid dat het volledige traject naar het werk te voet aflegt, heeft recht op een tegemoetkoming van 0,20 euro per kilometer aan 100% (spilindex 138,01) onderhevig aan de schommelingen van het indexcijfer.**

~~§ 2 . Deze verplaatsingsvergoeding kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming in het NMBS of MTB-abonnement en evenmin met de fietsvergoeding. De wandelvergoeding is onderhevig aan zowel de RSZ-bijdrage als de bedrijfsvoorheffing.~~

~~§ 3. De toekenning van de tegemoetkoming wordt voorbehouden voor de personeelsleden die aantonen dat zij zich tijdens minstens tien werkdagen van de betrokken maand te voet verplaatsen.~~

#### HOOFDSTUK 2 : Nadere regels voor de tegemoetkoming toegekend aan de personeelsleden

##### Artikel 7:

- ***De MIVB abonnementen*** worden besteld door de sector Personeel via het derdebetalerssysteem en worden door de personeelsleden opgehaald bij de Front Office zodra ze beschikbaar zijn. In het geval van stopzetting van de functies van het personeelslid wordt het abonnement beëindigd op de datum van de stopzetting van de functies. Indien het personeelslid niet over een MOBIB-kaart met identiteitsfoto beschikt, wordt een kaart besteld door de sector Personeel, op kosten van de werkgever. Elke abonnee moet zijn abonnementskaart opladen via een GO-verkoopautomaat van de MIVB. In het geval van verlies of diefstal van de MOBIB-kaart begeeft het personeelslid zich naar een MIVB-bootik en neemt hij de kosten van de vervangingskaart ten laste.
- ***Voor de NMBS, MTB, De Lijn en de Tec -abonnementen :*** het personeelslid bezorgt zijn MAANDELIJKSE openbaarvervoerbewijs exclusief aan de Frontoffice, die na elk trimester de terugbetaling voorstelt. De vervoerbewijzen die te laat ingediend worden (na de eerste maand volgend op het betrokken trimester), geven geen recht op terugbetaling.
- De personeelsleden die geïnteresseerd zijn in een **fietsvergoeding**, dienen hun aanvraag voor het verkrijgen van de vergoeding in via de prikklok of, voor de personeelsleden die niet prikken, bij de Frontoffice, overeenkomstig het model opgenomen in bijlage. Ze delen ook de gedetailleerde reisweg en het aantal afgelegde kilometers voor de heen- en terugweg mee. De reisweg moet niet noodzakelijk de kortste zijn, maar wel de meest aangewezen vanuit het veiligheidsstandpunt. Nadat het college van burgemeester en schepenen het aantal kilometers goedgekeurd heeft, kan het niet meer gewijzigd worden, behalve in geval van overmacht.

- De personeelsleden die geïnteresseerd zijn in een **wandelvergoeding**, dienen hun aanvraag voor het verkrijgen van de vergoeding in ~~via de prikkel of, voor de personeelsleden die niet prikken~~, bij de Frontoffice, overeenkomstig het model opgenomen in bijlage. Ze delen ook de gedetailleerde reisweg en het aantal afgelegde kilometers voor de heen- en terugweg mee. De reisweg moet niet noodzakelijk de kortste zijn, maar wel de meest aangewezen vanuit het veiligheidsstandpunt. Nadat het college van burgemeester en schepenen het aantal kilometers goedgekeurd heeft, kan het niet meer gewijzigd worden, behalve in geval van overmacht.

**Artikel 2 :**

Vanaf 01.01.2018 het reglement betreffende regeling van de tegemoetkoming van de gemeente in bepaalde verplaatsingskosten van haar personeelsleden, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 26.11.2015, op te heffen.

**Artikel 3 :**

De bijgevoegde overeenkomst tussen de MIVB en het gemeentebestuur van Evere te sluiten vanaf 1 januari 2018, om van het derdebetalerssysteem te kunnen gebruikmaken.

**Artikel 4 :**

Deze beslissing over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0026 **Cadre du personnel administratif.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil communal du 19.06.2014 fixant le cadre du personnel administratif, approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 01.08.2014;

Considérant que le cadre du personnel administratif fixé le 19.06.2014 prévoit les emplois suivants :

a. Cadre organique :

- 1 secrétaire communal (A11)
- 1 receveur communal (A10)
- 1 directeur des ressources humaines (A8)
- 9 conseillers adjoints (A4) dont maximum 5 emplois peuvent être convertis en chef de division (A5) ou conseiller (A6); le nombre d'emplois A6 ne pouvant dépasser le nombre d'emplois A5.



- 15 secrétaires d'administration (A1 1-2-3)
- 26 secrétaires administratifs (B 1-2-3), dont 3 fonctions peuvent être converties en secrétaire administratif chef (B4)
- 3 assistants administratifs chefs (C4)
- 65 assistants administratifs (C 1-2-3) ou adjoints administratifs (D 1-2-3) dont un minimum de 50% de niveau C
- 2 adjoints administratifs chefs (D4)
- 2 auxiliaires administratifs (E 1-2-3)

b. Cadre d'extinction :

- 2 adjoints administratifs (D 1-2-3)

Vu que les besoins en recrutement de personnel d'encadrement administratif s'orientent vers des profils ayant des masters (niveau A1-2-3, 4) ou baccalauréats (niveau B1-2-3) que vers des codes 4 au regard des compétences exigées;

Vu la concertation syndicale et le protocole en résultant;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De fixer le cadre organique du personnel administratif à partir du 01.10.2017 comme suit :

- 1 secrétaire communal (A11)
- 1 receveur communal (A10)
- 1 directeur des ressources humaines (A8)
- **11 conseillers adjoints (A4) dont maximum 5 emplois peuvent être convertis en chef de division (A5) ou conseiller (A6); le nombre d'emplois A6 ne pouvant dépasser le nombre d'emplois A5.**
- **20 secrétaires d'administration (A1 1-2-3)**
- **29 secrétaires administratifs (B 1-2-3)**, dont 3 fonctions peuvent être converties en secrétaire administratif chef (B4)
- 3 assistants administratifs chefs (C4)
- **66 assistants administratifs (C 1-2-3) ou adjoints administratifs (D 1-2-3)** dont un minimum de 50% de niveau C
- ~~2 adjoints administratifs chefs (D4)~~

- **1 auxiliaire administratif (E 1-2-3)**

**Article 2 :**

Le cadre d'extinction du personnel administratif est fixé comme suit :

- **1 adjoint administratif (D 1-2-3)**

**Article 3 :**

Le nombre total des emplois occupés au cadre organique et d'extinction ne peut à aucun moment être supérieur au nombre d'emplois prévus au cadre organique.

**Article 4 :**

D'abroger la délibération du Conseil communal du 19.06.2014 concernant le cadre du personnel administratif à partir du 01.10.2017.

**Article 5 :**

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Personneelsformatie van het administratief personeel.**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd. 19.06.2014 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel, goedgekeurd door het Ministerie van Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 01.08.2014;

Overwegende dat de personeelsformatie vastgesteld op 19.06.2014 volgende betrekkingen voorziet:

a. Organiek kader :

- 1 gemeentesecretaris (A11)
- 1 gemeenteontvanger (A10)
- 1 humanresourcesdirecteur (A8)
- 9 adjunct-adviseurs (A4) waarvan maximum 5 betrekkingen in afdelingschef (A5) of adviseur (A6) kunnen omgezet worden; het aantal betrekkingen A6 mag niet hoger zijn dan het aantal betrekkingen A5
- 15 bestuurssecretarissen (A1 1-2-3)
- 26 administratieve secretarissen (B 1-2-3), waarvan 3 functies in hoofdsecretaris omgezet kunnen worden (B4)
- 3 administratieve hoofdassistenten (C4)
- 65 administratieve assistenten (C 1-2-3) of administratieve adjuncten (D 1-2-3) waarvan een minimum van 50% van niveau C

- 2 administratieve hoofdadjuncten (D4)
- 2 hulpbediendes (E 1-2-3)

b. Uitdovingskader :

- 2 administratieve adjuncten (D 1-2-3)

Gelet dat de noodwendigheden inzake aanwerving van administratief personeel zich richten naar profielen die in het bezit zijn van een master (niveau A1-2-3, 4) of bachelor (niveau B1-2-3) eerder dan naar codes 4 in het kader van de vooropgestelde competenties;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd in het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsafvaardigingen en het daaruit voortvloeiend protocol;

Gelet op het artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De organieke personeelsformatie van het administratief personeel met ingang van 01.10.2017 als volgt vast te stellen:

- 1 gemeentesecretaris (A11)
- 1 gemeenteontvanger (A10)
- 1 humanresourcesdirecteur (A8)
- **11 adjunct-adviseurs (A4) waarvan maximum 5 betrekkingen in afdelingschef (A5) of adviseur (A6) kunnen omgezet worden; het aantal betrekkingen A6 mag niet hoger zijn dan het aantal betrekkingen A5**
- **20 bestuurssecretarissen (A1 1-2-3)**
- **29 administratieve secretarissen (B 1-2-3)**, waarvan 3 functies in hoofdsecretaris omgezet kunnen worden (B4)
- 3 administratieve hoofdassistenten (C4)
- **66 administratieve assistenten (C 1-2-3) of administratieve adjuncten (D 1-2-3)** waarvan een minimum van 50% van niveau C
- ~~2 administratieve hoofdadjuncten (D4)~~
- **1 hulpbediende (E 1-2-3)**

**Artikel 2 :**

Het uitdovingskader van het administratief personeel wordt als volgt vastgesteld :

• **1 administratif adjunct (D 1-2-3)**

**Artikel 3 :**

Het totaal aantal bezette betrekkingen van het organiek en het uitdovingskader mag op geen enkel moment hoger zijn dan het aantal betrekkingen voorzien in het organiek kader.

**Artikel 4 :**

De beraadslaging van de gemeenteraad van 19.06.2014 betreffende de personeelsformatie van het administratief personeel op te heffen vanaf 01.10.2017.

**Artikel 5 :**

Deze beslissing aan de toezichhoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0027 **Contingent des emplois contractuels**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale stipulant que le Conseil fixe le contingent des emplois contractuels, dont les emplois subsidiés doivent être repris en spécifiant les mesures d'emploi desquelles ils dépendent ;

Vu la concertation syndicale et le protocole en résultant ;

Vu l'article 6§2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De fixer le contingent des emplois contractuels, à partir du 01.10.2017 comme suit :

<b>1. Convention de premier emploi de type 2 :</b>	
3	Auxiliaires administratifs (E1-2-3)
<b>2. Agents contractuels subventionnés auprès des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale :</b>	

<u>ONE (art.7§4,4°)</u>	
8	Assistantes techniques – puéricultrices (C1-2-3)
4	Ouvriers auxiliaires (E1-2-3)
<u>ONE (art.7, §4, 1°, 2°, 4°)</u>	
7	Assistantes techniques – puéricultrices (C1-2-3)
<u>ACS de transition : propreté publique</u>	
3	Ouvriers auxiliaires (E1-2-3)
<u>ACS de transition : prévention</u>	
1	Auxiliaire technique – animateur (E1-2-3)
<u>ACS de transition : ONE</u>	
2	Ouvriers auxiliaires (E1-2-3)
<u>Propreté publique (art. 7, §4, 1°)</u>	
5	Ouvriers auxiliaires (E1-2-3)
<u>ONE ou K&amp;G (art.7, §4, 1°, 2°, 4°)</u>	
1,5	Assistantes techniques – puéricultrices (C1-2-3)
<u>ONE 238</u>	
2	Assistantes techniques – puéricultrices (C1-2-3)
<u>Sanctions administratives (art.7, §4, 3°)</u>	
2	Assistants administratifs gardiens de la paix constatateurs (C1-2-3) dont un emploi peut être converti en assistant administratif gardien de la paix chef – constatateur (C4)
<u>ACS réguliers</u>	
3	Secrétaire d’administration (A1 1-2-3) ou secrétaire administratif/technique (B1-2-3)
15	Assistants techniques/administratifs (C1-2-3) ou adjoints techniques/administratifs (D1-2-3)
16	Ouvriers auxiliaires ou auxiliaires administratifs (E1-2-3) dont un emploi peut être converti en responsable d’équipe (E4)
<b>3. Maribel Social</b>	
1	Secrétaire administratif/technique (B1-2-3)
3	Assistant administratif/technique (C1-2-3)
1	Adjoint administratif/technique (D1-2-3)
<b>4. Activa APS (Gardien de la paix complémentaire)</b>	

1	Adjoint administratif/technique (D1-2-3)	
<b>5. PLP (Région de Bruxelles-Capitale)</b>		
2	Secrétaire d'administration (A1 1-2-3)	
1	Secrétaire administratif chef (B4)	
3	Secrétaire administratif/technique (B1-2-3)	
4	Assistant administratif/technique (C1-2-3)	
1	Adjoint administratif/technique chef (D4)	
1	Adjoint administratif/technique (D1-2-3)	
1	Auxiliaire administratif (E1-2-3)	
<b>6. PSSP (SPF Intérieur)</b>		
1	Chef de division – fonctionnaire de prévention (A5)	
1	Secrétaire administratif/technique (B1-2-3)	
2	Assistant administratif/technique (C1-2-3)	
<b>7. SEMJA (SPF Justice)</b>		
1	Secrétaire d'administration (A1 1-2-3)	
1	Secrétaire administratif/technique (B1-2-3)	
<b>8. Commission Communautaire Flamande</b>		
1	Secrétaire d'administration (A1 1-2-3)	

**Article 2 :**

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Contingent van de contractuele betrekkingen**

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het artikel 145 van de nieuwe gemeentewet bepalend dat de Gemeenteraad het contingent van de contractuele betrekkingen, waarbij voor de gesubsidieerde betrekkingen de werkgelegenheidsmaatregel wordt vermeld ter uitvoering waarvan de betrekking wordt voorzien bepaalt ;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd in het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsafvaardigingen en het daaruit voortvloeiend protocol;

Gelet op het artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Het contingent van de contractuele betrekkingen met ingang van 01.10.2017 als volgt vast te stellen :

<b>1. Startbaanovereenkomst type 2 :</b>	
3	Hulpbediende (E1-2-3)
<b>2. Gesubsidieerde contractuelen bij de plaatselijke besturen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest</b>	
<i>ONE (art.7§4,4°)</i>	
8	Technisch assistent – kinderverzorgster (C1-2-3)
4	Hulparbeider (E1-2-3)
<i>ONE (art.7, §4, 1°, 2°, 4°)</i>	
7	Technisch assistent – kinderverzorgster (C1-2-3)
<i>OvergangsGESCO : openbare netheid</i>	
3	Hulparbeider (E1-2-3)
<i>OvergangsGESCO : preventie</i>	
1	Hulpbediende (E1-2-3)
<i>OvergangsGESCO : ONE</i>	
2	Hulparbeider (E1-2-3)
<i>Openbare netheid (art. 7, §4, 1°)</i>	
5	Hulparbeider (E1-2-3)
<i>ONE ou K&amp;G (art.7, §4, 1°, 2°, 4°)</i>	
1,5	Technisch assistent – kinderverzorgster (C1-2-3)
<i>ONE 238</i>	
2	Technisch assistent – kinderverzorgster (C1-2-3)

<u>Administratieve sancties (art.7, §4, 3°)</u>	
2	Administratief assistent gemeenschapswacht vaststeller (C1-2-3) waarvan een betrekking in administratief assistent hoofdgemeenschapswacht vaststeller (C4) kan omgezet worden
<u>Regelmatige GESCO's</u>	
3	Bestuurssecretaris (A1 1-2-3) of administratief/technisch secretaris (B1-2-3)
15	Administratief/technisch assistent (C1-2-3) of administratief/technisch adjunct (D1-2-3)
16	Hulparbeider of hulpbediende (E1-2-3) waarvan een betrekking in ploegverantwoordelijke (E4) kan omgezet worden
<b>3. Sociaal Maribel</b>	
1	Administratief/technisch secretaris (B1-2-3)
3	Administratief/technisch assistent (C1-2-3)
1	Administratief/technisch adjunct (D1-2-3)
<b>4. Activa PVP (aanvullend gemeenschapswacht)</b>	
1	Administratief/technisch adjunct (D1-2-3)
<b>5. BIN (Brussels Hoofdstedelijk Gewest)</b>	
1	Bestuurssecretaris (A1. 1-2-3)
1	Administratief hoofdsecretaris (B4)
4	Administratief/technisch secretaris (B1-2-3)
4	Administratief/technisch assistent (C1-2-3)
1	Administratief/technisch hoofdadjunct (D4)
1	Administratief/technisch adjunct (D1-2-3)
1	Hulpbediende (E1-2-3)
<b>6. SVPP (FOD Binnenlandse Zaken)</b>	
1	Afdelingshoofd - preventiefunctionaris (A5)
1	Administratief/technisch secretaris (B1-2-3)
2	Administratief/technisch assistent (C1-2-3)
<b>7. AGM (FOD Justitie)</b>	
1	Bestuurssecretaris (A1 1-2-3)
1	Administratief/technisch secretaris (B1-2-3)
<b>8. Vlaamse Gemeenschapscommissie</b>	



**Artikel 2 :**

Deze beslissing aan de toezichhoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

**SECRETARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT**

26.10.2017/A/0028 **Motion inscrite à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 18 octobre 2017 de Monsieur Talhi Hicham, Conseiller communal. "La transparence".**

Considérant l'actualité récente relative aux questions de gouvernance au sein des intercommunales au Nord comme au Sud du pays, mettant en évidence la problématique de certains mécanismes de rémunération et les carences du contrôle de l'exercice des mandats publics;

Considérant les exigences légitimes de la population à l'égard du monde politique;

Considérant le risque grave d'une baisse de confiance des citoyens vis-à-vis de l'État de droit et des institutions publiques;

Considérant l'exigence indiscutable de transparence et du bon usage des deniers publics;

Considérant le droit de tous les citoyens de savoir à quelles structures la Commune délègue l'exercice de certaines de ses missions, ainsi que l'identité de ses représentants au sein des structures publiques ou parapubliques et dans leurs structures dérivées;

Considérant la responsabilité politique, morale et éthique de tout représentant en ce qu'il engage la Commune et, partant, défend le bien commun, dans les décisions qu'il prend;

Considérant le droit de tous les citoyens de demander des comptes à ses représentants, en ce compris dans le cadre de missions déléguées par la Commune;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Vu le rapport adopté annuellement par le Conseil Communal en application de l'article

7 de cette ordonnance;

Vu l'ordonnance du 20 juillet 2016 modifiant la nouvelle loi communale afin d'appliquer aux conseillers communaux le même régime que celui des Bourgmestres et Echevins en matière de somme de traitement;

Le Conseil communal :

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- l'établissement d'un cadastre de l'ensemble des mandats exercés par les conseillers communaux, les Bourgmestres et échevins de la commune d'Evere dans l'ensemble des structures publiques ou parapubliques et dans les structures dérivées indépendamment de leur forme juridique, de leur mission, ou du caractère rémunéré ou non du mandat et situées en Belgique en précisant la rémunération pour chaque mandat (en ce compris tout type de défraiements et tout avantage en nature) ainsi que l'identité du ou des représentants désigné(s) et leur appartenance politique.
- mettre en ligne sur le site internet de la commune dans les meilleurs délais et de manière visible sous un onglet "transparence" les informations suivantes (sur base des chiffres les plus récents, en l'occurrence 2016) :
  - les rémunérations payées aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et avantages de toute nature (montants imposables);
  - les frais de représentation des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins;
  - la liste des voyages effectués par des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins dans le cadre de leur fonction;
  - les jetons de présence payée aux membres du conseil communal (montants imposables);
  - les rémunérations (montants imposables) des membres du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins exercés dans des associations, organismes et intercommunales en raison du statut de mandataire communal.
- la liste des présences au conseil communal.
- la liste des associations subsidiées par la commune et les montants des subsides et ou avantages.

Le point est reporté.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Motie ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 18 oktober 2017 van de Heer Talhi Hicham, Gemeenteraadslid. "De openbaarheid".**

Het punt wordt verdaagd.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.10.2017/A/0029 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.09.2017 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 28.09.2017 - Goedkeuring.**

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal f.f.,  
De wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,  
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Yolande Kaulen

Georges Pollet